

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LES RELATIONS INDO-AFRICAINES: SEULEMENT POUR LE PÉTROLE BRUT?

le major J. Emond

JCSP 39

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the
Minister of National Defence, 2013

PCEMI 39

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le
ministre de la Défense nationale, 2013.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 39 – PCEMI 39
2012 – 2013

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAITRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**LES RELATIONS INDO-AFRICAINES: SEULEMENT POUR LE PÉTROLE
BRUT?**

—
INDIA-AFRICA RELATIONS: ONLY FOR THE OIL?

By Major J. Emond
Par le major J. Emond

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

Word Count: 14 456

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

Compte de mots: 14 456

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	I
LISTE DES FIGURES	II
LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISÉES	III
SOMMAIRE.....	V
ABSTRACT.....	VI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 - L'INTÉRÊT INDIEN ENVERS L'AFRIQUE	4
LES PRESSIONS DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES	5
COMPLICITÉ HISTORIQUE? MODÈLE À SUIVRE POUR L'INDÉPENDANCE.....	18
CHAPITRE 2 - INFLUENCES AFRICAINES SUR LES POLITIQUES INDIENNES	26
DIPLOMATIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE INDIENNE.....	27
PROMOTION DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE	33
Promotion du commerce	35
Assistance technique et formation	40
L'INDE DONATEUR ÉMÉRITE?	45
CHAPITRE 3 - OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES EN AFRIQUE	53
LA PRÉSENCE ET L'EXPLOITATION DE RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES.....	54
OPPORTUNITÉS COMMERCIALES	62
CONCLUSION	70
BIBLIOGRAPHIE.....	73

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Production et consommation de produits énergétiques - Inde (2011).....	7
Figure 2 - Consommation indienne de pétrole par secteur (2004/2005)	8
Figure 3 - Population, Urbanisation et Croissance économique - Inde (2004-2011)	12
Figure 4 - Provenance des importations indiennes de pétrole (2011/2012).....	12
Figure 5 - Production et consommation de produits énergétiques - Afrique (2011)	16
Figure 6 - Provenance africaine des importations indiennes de pétrole (2011/2012).....	16
Figure 7 - Évolution du commerce avec l'Afrique.....	37

LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISÉES

Anglais		Français	
ACBF	Africa Capacity Building Foundation	FRCA	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
AU	African Union	UA	Union Africaine
CII	Confederation of Indian Industries		
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa		Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation		
ECA	(United Nations) Economic Commission for Africa	CEA	Commission économique pour l'Afrique
ECOWAS	Economic Community of West African States	CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
ExIm	Export-Import Bank of India		
FDI	Foreign Direct Investment	IDE	Investissement Direct Étranger
FICCI	Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry		Fédération des Chambres de Commerce et de l'Industrie de l'Inde
FOCAC	Forum on China-Africa Cooperation		Forum sur la coopération sino-africaine
GDP	Gross Domestic Products	PIB	Produit Intérieur Brut
IABC	India-Africa Business Council		
IAS	India-Africa Summit	SIA	Sommet Inde-Afrique
IBSA	India, Brazil and South Africa Dialogue Forum	IBAS	Forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud
IEA	International Energy Agency	AIE	Agence internationale de l'énergie
ITEC	Indian Technical and Economic Cooperation		Programme indien de coopération technique et économique
LDC	Least Developed Countries	PMA	Pays les moins avancés
NAM	Non-Aligned Movement	MNA	Mouvement des non-alignés
NEPAD	New Partnership for Africa's Development		Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NRI	Non-resident indian	INR	Indien non-résident
ONGC	Oil and Natural Gas		

	Corporation Limited		
OAU	Organization of African Unity	OUA	Organisation de l'unité africaine
OVL	ONGC Vindesh Limited		
PIO	Person of Indian Origin	POI	Personne d'origine indienne
SADC	Southern African Development Community		Communauté de développement d'Afrique australe
SCAAP	Special Commonwealth Africa Assistance Plan		Régime spécial du Commonwealth pour l'assistance en Afrique
SSA	Sub-Saharan Africa		Afrique subsaharienne
TEAM-9	Techno-Economic Approach for Africa India Movement		
UN	United Nations	NU	Nations-Unies
UNSC	United Nations Security Council	CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
WTO	World Trade Organization	OMC	Organisation Mondiale du Commerce

SOMMAIRE

Les relations entre la Chine et l'Afrique sont très bien étudiées et documentées, malheureusement celles entre l'Inde et l'Afrique le sont relativement peu. Ce travail cherche à expliquer en quoi les intérêts économiques de l'Inde à stade présent de son développement coïncident avec ce que l'Afrique peut lui offrir comme matières premières, opportunités d'investissement. Il est démontré que les intérêts de l'Inde envers l'Afrique sont essentiellement de nature économique, et ce, en vue de devenir une puissance mondiale. Puisque l'Afrique est une région de choix pour le développement économique et qu'elle regorge de ressources inexploitées, le gouvernement indien a lancé une série de mesures et de programmes économiques afin de sécuriser les ressources énergétiques essentielles pour soutenir sa croissance économique remarquable. Les entreprises indiennes ainsi soutenues par les initiatives de New Delhi ont grandement investi en Afrique dans de nombreux secteurs de l'économie afin d'ouvrir et étendre leurs marchés. Bien entendu, l'Afrique en sort gagnant en recevant une injection massive d'investissement en capitaux étrangers pour aider au développement de son économie de ses infrastructures.

ABSTRACT

The relationship between China and Africa are very well researched and documented, unfortunately those between India and Africa are not. This paper seeks to explain how the economic interests of India at the present stage of its development coincide with what Africa has to offer as raw materials, investment opportunities and new markets. It is shown that the interests of India into Africa are essentially economic in nature, allowing it to become a global power. Since Africa is a region of choice for economic development and it is full of untapped resources, the Indian government has launched a series of economic measures and programs to secure the energy resources that are essential to support a remarkable economic growth. Indian private sector, supported by New Delhi initiatives, has invested heavily in Africa, in many economic sectors, to open and expand their markets. Of course, Africa is also a winner receiving a massive inject of foreign capital investment to help develop its economy and infrastructure.

INTRODUCTION

« The 21st century is often described as the Asian century. India wishes to see the 21st century as the Century of Asia and Africa with the people of the two continents working together to promote inclusive globalisation. Events in India and Africa in the middle of the 20th century changed the world. Today, we have a second chance to take charge of our own destiny, and give new meaning to the concept of sustainable, equitable and environment-friendly development. »

Dr. Manmohan Singh, Premier Ministre Indien

Tandis que les relations économiques, politiques et militaires entre la République Populaire de Chine (RPC) et l'Afrique font l'objet d'une attention particulière de la part des décideurs et des chercheurs des pays occidentaux, ces mêmes relations qu'entretiennent l'Inde et l'Afrique demeurent pour la plupart faiblement étudiées¹. Pourtant les échanges commerciaux entre l'Inde et le continent africain ont atteint près de 68 milliards USD en 2011/12 et devraient dépasser les 75 milliards USD d'ici 2015².

L'Afrique est un continent qui a été négligé pendant la grande partie du XX^e siècle malgré son immense potentiel économique et commercial. Avec une population de plus d'un milliard³ et un PIB estimé à près de 2,1 trillions USD⁴, le continent africain est un immense territoire gorgé de ressources, de main d'œuvre et de marché de consommation. Parmi les nations qui s'intéressent le plus à ce continent, la Chine et l'Inde

¹ J. Peter Pham, "India's Expanding Relations With Africa And Their Implications For U.S. Interests." *American Foreign Policy Interests* 29.5 (2007), p.341.

² Valerie Noury, "Trade level grow by 400% in five years", *African Business*, Jan.2012, p.35.

³ Données extraites de Nations Unies, *Demographic Yearbook 2011*, consulté le 18 avril 2013, <http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2011.htm>.

⁴ Données extraites de Fonds Monétaire International. *World Economic Outlook Database (2012)*, Consulté le 18 avril 2013, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/weodata/index.aspx>.

se retrouvent en tête de la liste. Pourtant, une prise de conscience plus grande de cet intérêt croissant de l'Inde pour ce continent a de nombreuses implications. Cette prise de conscience représente une diversification plus grande dans les relations internationales et un éloignement évident des liens traditionnels coloniaux ou néocoloniaux nord-sud, ce qui offre un éventail beaucoup plus large d'opportunité pour le continent⁵

Dans une certaine mesure, l'approche de New Delhi envers l'Afrique peut être vu comme étant dictée par les mêmes motivations que celles de Beijing, c'est-à-dire la recherche de ressources naturelles, d'opportunités d'affaires, d'initiatives diplomatiques et de partenariats stratégiques⁶. La croissance économique de l'Inde a mis beaucoup de pression sur sa politique étrangère, à tel point que la quête d'une croissance économique constante domine présentement sur l'idéologie politique⁷. La poussée de ses intérêts capitalistes la force à étendre la portée de ses marchés, ouvrant la porte à des opportunités auparavant ignorées. Elle s'intègre dans un contexte plus vaste de croissance économique soutenue, qui dans une plus large mesure, surpasse l'articulation idéologique de sa politique étrangère. Dans cette même vague, lors du deuxième sommet Inde-Afrique tenu au mois de mai 2011, le premier ministre indien Manmohan Singh a qualifié l'Afrique comme étant un "pôle majeur de croissance dans le monde"⁸.

Ce travail tentera d'expliquer comment les intérêts économiques de l'Inde au stade présent de son développement coïncident avec ce que l'Afrique peut offrir comme

⁵ Ian Taylor, « India's rise in Africa. », *International Affairs* 88.4 (2012), p.779.

⁶ Pham, *American Foreign Policy Interests*, p.342.

⁷ Taylor, *International Affairs*, p.779-780.

⁸ "No scramble for Africa between India & China", *Times of India*, 24 mai 2011.

matières premières, opportunités d'investissement et marchés. La réponse à cette question s'appuiera sur une variété de sources dont des travaux de recherches universitaires, la littérature académique contemporaine, des énoncés de politique gouvernementale, des données et statistiques d'agences et d'organisations reconnues.

Ce travail se divisera en trois parties distinctes. Le premier chapitre se concentrera sur les origines de l'intérêt indien envers l'Afrique. Plus particulièrement, il démontrera que cet intérêt est plutôt de nature économique malgré les différents avis d'experts. Le deuxième chapitre traitera de l'influence africaine sur le développement de politiques indiennes, tant au niveau des affaires étrangères qu'au niveau économique. Il se concentrera sur les aspects de promotion de la coopération économique entre les deux régions. Finalement, le dernier chapitre illustrera les opportunités de développement commercial qu'offre l'Afrique au secteur privé et parapublic de l'Inde, les deux locomotives qui poussent la croissance économique de l'Inde.

CHAPITRE 1 - L'INTÉRÊT INDIEN ENVERS L'AFRIQUE

« The time has come to create a new architecture for our engagement in the 21st century. We visualize a partnership that is anchored in the fundamental principles of equality, mutual respect and mutual benefit. Working together, the 2 billion people of India and Africa can set the example of fruitful cooperation in the developing world. »

Dr. Manmohan Singh, Premier Ministre Indien, Sommet Inde-Afrique 2008

Les premiers contacts entre l'Inde et l'Afrique remontent aux temps anciens alors que les marchands indiens avaient établi un réseau commercial étendu avec les pays sur la côte de l'Afrique de l'Est⁹. Ces relations commerciales ont été interrompues lors de la colonisation européenne alors que le commerce international et la navigation étaient contrôlés par les grandes puissances coloniales. Ayant été colonisée par l'Empire britannique, l'Inde a pu recommencer à tisser des liens commerciaux avec l'Afrique de l'Est, puisqu'une grande partie de ces pays faisaient partie de ce même Empire. Cette association a facilité l'établissement de nombreuses communautés substantielles de personnes d'origine indienne (POI) en Afrique¹⁰. Il n'est donc pas surprenant de constater que l'intérêt indien envers l'Afrique soit essentiellement de nature économique et commerciale.

Ce chapitre se concentrera sur les origines de ce renouveau de l'intérêt indien envers l'Afrique. La première section démontrera manifestement en quoi les aspects économiques et démographiques de la société indienne, principalement au niveau de la demande énergétique, sont des vecteurs puissants qui encouragent l'Inde à se tourner vers

⁹ Pham, *American Foreign Policy Interests*, p.341.

¹⁰ *Ibid.*, p.362.

l'Afrique pour soutenir sa croissance économique. Finalement, la deuxième section présentera un bref rappel des liens historiques contemporains qui lient l'Inde à l'Afrique et l'impact de la présence d'une diaspora indienne importante en Afrique.

Les pressions démographiques et économiques

L'Inde possède une croissance économique des plus rapides sur la planète, l'intensification de ses relations avec l'Afrique était donc des plus prévisibles. L'économie indienne devrait croître à un taux se situant entre 8 et 10 % par an au cours des deux prochaines décennies et est la seule grande économie prévue d'enregistrer des taux de croissance nettement supérieurs à 3 % jusqu'en 2050¹¹. Il est même suggéré qu'en 2042, l'Inde pourrait dépasser les États-Unis comme deuxième économie mondiale, tout juste derrière la Chine¹². La population du pays de 1,1 milliard représente près d'un sixième de l'humanité, dont plus de la moitié des Indiens sous les 25 ans. Ce dernier point contraste avec le vieillissement de la population dans d'autres grands pays comme la Chine. Cette section couvrira les pressions démographiques et économiques qui forcent l'Inde à se tourner vers l'Afrique pour rechercher et sécuriser les ressources énergétiques nécessaires pour soutenir sa croissance.

L'énergie est à la pointe de la stratégie de l'Inde en Afrique. L'économie indienne a connu une incroyable croissance moyenne de plus de 8 % par an durant la dernière

¹¹ Dominic Wilson et Roopa Purushothaman, « Dreaming with BRICs: The path to 2050 », *Goldman Sachs Global Economics Paper* 99 (Oct 2003), p.2.

¹² S.Ganguly et M.Pardesi, « India rising: what would New Delhi to do? », *World Policy Journal* 24.1 (2007), p.10.

décennie¹³. Actuellement, 30 % des besoins énergétiques de l'Inde sont comblés par le pétrole, dont 70 % de l'approvisionnement en pétrole provient des importations. Une grande partie des 70 % restants de la demande énergétique est satisfaite par les réserves de charbon indien. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que, pour rester sur sa trajectoire de croissance actuelle, l'Inde devra augmenter sa consommation d'énergie d'au moins 3,6 % par an¹⁴. Dans vingt-cinq ans, cette augmentation soutenue de la consommation aura pour effet de forcer l'Inde à importer près de 90 % de ses besoins en pétrole. Même dans le cas du charbon, qui est la principale source d'énergie du secteur commercial, l'Inde devra en importer beaucoup plus à l'avenir. L'AIE prévoit que 74 % de l'augmentation de l'utilisation mondiale d'énergie primaire entre 2007 et 2030 seront comptabilisés par les pays en développement avec des populations et des économies à croissance rapide, dont l'Inde et la Chine comptant pour 45 % de ce nombre¹⁵.

La Figure 1 montre que l'Inde doit importer plus de 2,6 millions de barils de pétrole par jour afin de suffire à la demande de sa propre consommation. Si l'on inclut le pétrole brut importé, qui est raffiné en Inde puis exporté sous forme de produits transformés (diesel, essence, kérosène, etc.), l'importation totale de l'Inde se chiffre autour de 3,4 millions de barils de pétrole par jour¹⁶.

¹³ Vibhuti Haté, « India in Africa: Moving beyond Oil », *South Asia Monitor* 119 (June 2010), p.1.

¹⁴ Agence Internationale de l'Énergie, *World Energy Outlook* (Paris : International Energy Agency, 2010), p.47.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2012*, consulté le 6 avril 2013, <http://www.bp.com/subsection.do?categoryId=9037149&contentId=7068599>.

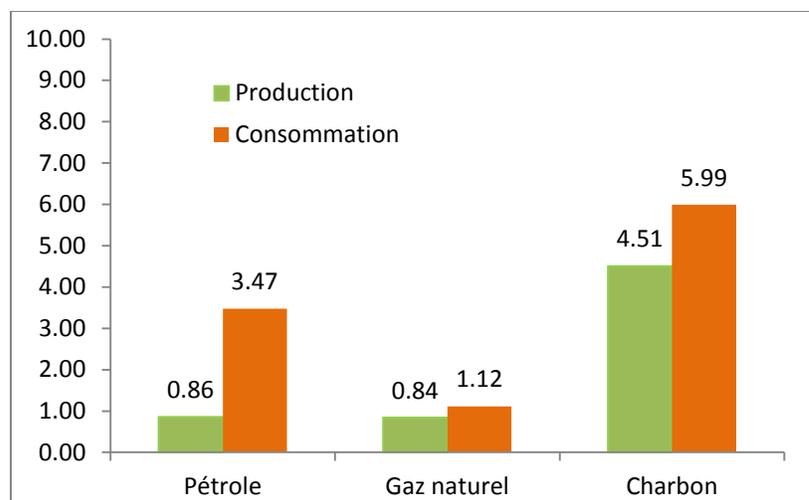


Figure 1 - Production et consommation de produits énergétiques Inde (2011, millions de barils équivalents/jour)

Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2012*.

En plus de devoir soutenir son économie, la démographie changeante de l'Inde contribue à l'accroissement de la pression et de la dépendance énergétique envers les pays producteurs. L'urbanisation de l'Inde augmente la demande énergétique (électricité et chauffage) pour les citoyens qui avaient auparavant accès à un combustible économique (bois de chauffage, excréments d'animaux, etc.). Ces combustibles ont été remplacés rapidement dans les villes par de l'électricité (en grande partie produite par des combustibles fossiles, dont le pétrole brut), le gaz naturel et le gaz propane. La Figure 2, montre la proportion de l'utilisation du pétrole par secteur d'activité. Il est à remarquer que le secteur industriel (directement lié à la croissance économique) est le secteur consommant le plus de pétrole brut avec 41 % de l'utilisation totale. Vient en second, le secteur du transport avec 18 %. Ce secteur est en pleine progression avec entre autres l'augmentation du parc automobile causé par le développement de la classe moyenne indienne et la croissance de l'économie indienne. Le secteur résidentiel quant à lui ne

consomme que 14 % et est en hausse également, principalement causé par l'urbanisation continue de la population de l'Inde.

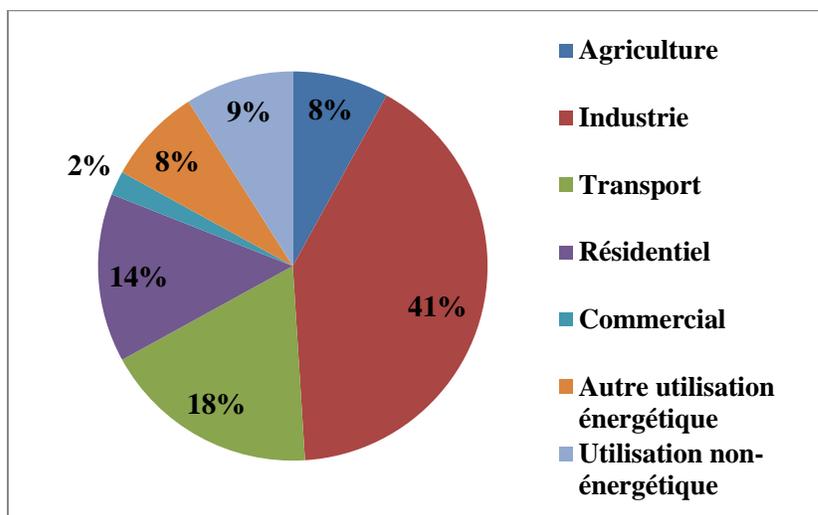


Figure 2 - Consommation indienne de pétrole par secteur (2004/2005)

Source : Leena Srivastava et Ritu Mathur, « India's Energy Security. » *Dialogue on Globalization Briefing Papers* 14 (New Dehli: Friedrich Ebert Stiftung, 2007), p.3.

L'Inde a toujours été une société rurale, mais depuis quelques décennies, les centres urbains se sont multipliés. Le pays connaît une croissance rapide de la population avec 31 % résidant dans les zones urbaines, et ce chiffre devrait passer à 38 % d'ici 2025¹⁷. L'urbanisation conduit les gens à migrer de plus en plus vers les villes pour trouver un emploi, obtenir une éducation moderne et des formations spécialisées ou aller chercher les soins de santé requis pour des problèmes médicaux de plus en plus complexes. Elle conduit également à une augmentation notable du nombre de véhicules à moteur sur les routes. Comme la proportion de la population vivant dans les zones urbaines augmente, la demande pour des véhicules automobiles augmente également.

¹⁷ Richard Dobbs et Shirish Sankhe, « Comparing urbanization in China and India », *McKinsley Quarterly* (juillet 2010), consulté le 6 avril 2013, <http://xa.yimg.com/kq/groups/3879497/810973578/name/India+VsChina.pdf>

Avec un revenu plus élevé et un niveau de vie aux normes occidentales, l'achat et la possession privés d'un véhicule (voitures, deux-roues, etc.) sont souvent considérés comme l'un des premiers symboles de réussite et de prospérité¹⁸. L'urbanisation favorise la croissance du secteur commercial de l'économie, surtout au niveau du commerce au détail et des services. Ces deux secteurs utilisent énormément les véhicules utilitaires lourds qui ont une consommation énergétique plus élevée qu'une simple automobile. Le transport de la main d'oeuvre dans les centres urbains s'effectue en taxis, fourgonnettes et autobus. Dans les zones urbaines denses, par exemple Delhi, Gurgaon, Mumbai ou Calcutta, la croissance des véhicules s'effectue surtout dans le développement du système de transport public ou de remplacement (autobus, tramway).

L'Inde possède actuellement certaines des villes les plus grandes et les plus peuplées de la planète. L'Inde abrite trois mégapoles dont la population est de plus de 10 millions d'habitants, Mumbai (16,4 millions), Calcutta (14 millions) et New Delhi (13,1 millions). En outre, le nombre de villes dont la population est supérieure à 1 million était 35 en 2001 et les tendances actuelles prédisent l'émergence de 60 à 70 de ces villes d'ici 2021¹⁹.

La croissance démographique a une influence significative sur le nombre de véhicules à moteur dans la plupart des pays en développement. Comme la taille de la

¹⁸ Rameshwar Dayal Sharma, Sandeep Jain et Kewal Singh, « Growth rate of Motor Vehicles in India-Impact of Demographic and Economic Development », *Journal of Economic and Social Studies* 1.2 (2011), p.140.

¹⁹ Alka Bharat et Chandan Chawla, *Urban Governance for Sustainable Development*, 2004, consulté le 7 avril 2013, <http://www.china-up.com:8080/international/case/case/831.pdf>

population augmente, le niveau de consommation augmente par personne en terme de biens et de services. Dans le monde moderne, le transport est un service important utilisé par les peuples, de sorte que la taille du secteur des transports est sensible à ces changements démographiques.

Le tableau 1 montre une série de statistique sur la croissance de la population, le taux d'urbanisation, la croissance du PIB et le nombre de véhicules dans le parc automobile de l'Inde. Les chiffres démontrent clairement que l'Inde est un pays en forte croissance, tant au niveau de sa population que celle de son économie. La croissance moyenne la plus élevée fut au niveau de son économie (PIB). En près de huit ans, la taille de l'économie indienne a presque triplé (en dollar constant de 1999) ayant une croissance moyenne de près de 14 %. La population est en nette croissance (1,81 %), ce qui représente un accroissement de près de 20 millions d'Indiens par années. Le taux d'urbanisation dépasse même celui de la croissance de population de près de 1 %, ce qui représente plus de 11 millions d'Indiens qui abandonnent la campagne annuellement au profit des villes. Au niveau du parc automobile, avec un taux de croissance moyen de 9,1 %, cette augmentation représente l'ajout de près de 13 millions de nouveaux véhicules annuellement sur les routes du territoire indien.

Tableau 1 - Population, Urbanisation, PIB et Véhicules 2004-2011

Année	Population (millions)	Population urbaine (millions)	Urbanisation	PIB milliards USD (1999)	Véhicules (millions)	Ratio motorisation (véh/1,000 pop)
2004	1064,4	307,7	28,9 %	599,5	72,7	68,3
2005	1079,7	314,1	29,1 %	700,9	81,5	75,5
2006	1094,6	321,6	29,4 %	810,2	89,6	81,9
2007	1109,8	329,1	29,7 %	951,3	96,7	87,1
2008	1124,8	336,7	29,9 %	1242,4	105,3	93,6
2009	1140,0	355,6	31,2 %	1213,8	115	100,9
2010	1155,4	368,6	31,9 %	1380,6	127,70	110,5
2011	1210,2	377,1	31,2 %	1729,0	141,80	117,2
Taux de croissance moyen	1,81 %	2,86 %	1,05 %	13,73 %	9,10 %	7,41 %

Sources :

- (1) Ministère des Affaires Internes, *Provisional Population Totals Paper 2011* (New Dehli : Office of the Registrar General & Census Commissioner, 2011)
- (2) Ministère des Transports et des Autoroutes, *Road transport year book (2009-10 & 2010-11)* (New Dehli: Transport Research Wing, 2012)

On pourrait s'attendre à une progression de la motorisation (7,4 %) qui suit celle de l'augmentation de la population (1,8 %), mais les chiffres sont probants, le taux de motorisation représente plus du quadruple de celui de la population. Cette observation montre que l'augmentation du parc automobile indien est influencée par d'autres facteurs comme la croissance économique et l'urbanisation²⁰. La Figure 3 montre la progression de l'économie indienne, de la population et de l'urbanisation. Tous ces facteurs mettent de la pression sur le gouvernement indien afin qu'il entreprenne les démarches et prenne les actions nécessaires pour protéger son économie et sécuriser ses approvisionnements énergétiques.

²⁰ Dayal Sharma, Jain et Singh, *Journal of Economic and Social Studies*, p.143.

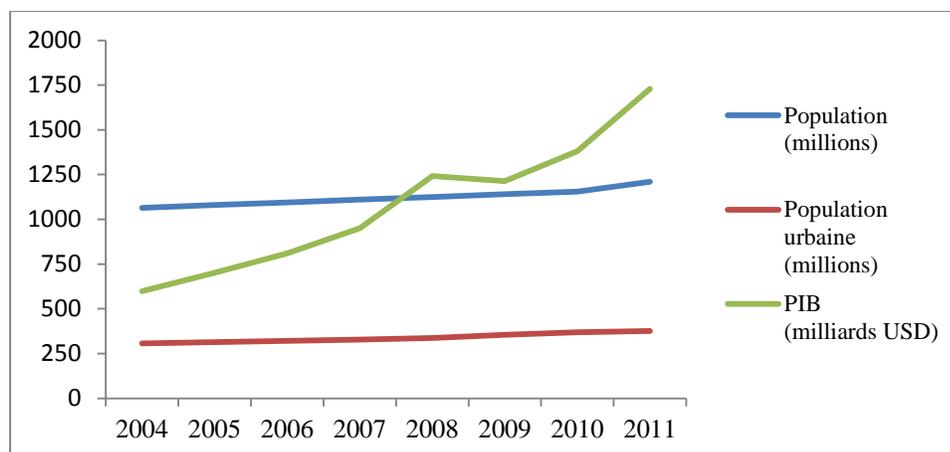


Figure 3 - Population, Urbanisation et Croissance économique - Inde (2004-2011)

Source: Ministère des Affaires Internes, *Provisional Population Totals Paper 2011*

Afin de protéger sa croissance et son économie, l'Inde doit diversifier son approvisionnement en pétrole brut. La Figure 4 montre la provenance de ses importations.

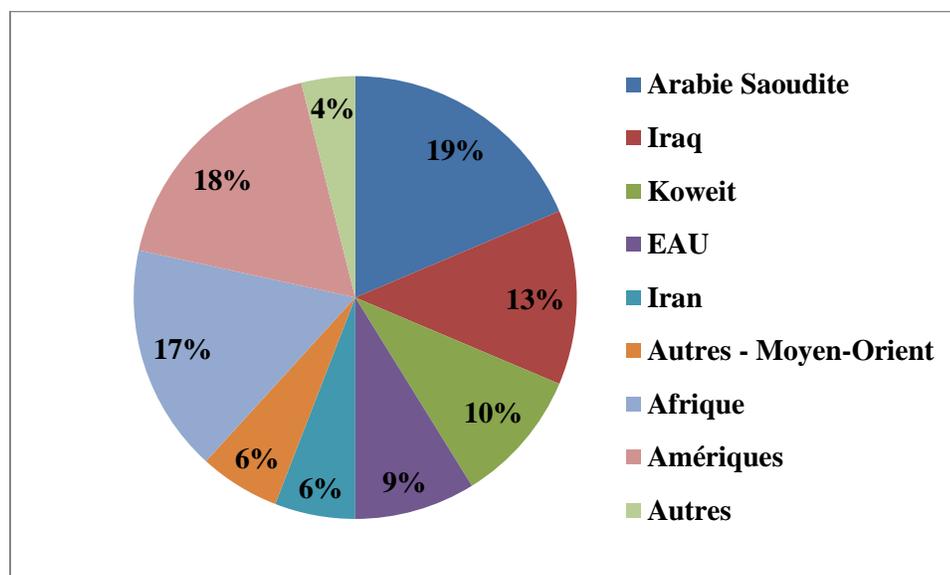


Figure 4 - Provenance des importations indiennes de pétrole (2011/2012)

Source : Energy Information Administration. *Country Analysis – India*, consulté le 6 avril 2013, <http://www.eia.gov/countries/country-data.cfm?fips=IN>.

La plus grande partie provient de pays relativement peu stables ou ayant des pratiques commerciales monopolistiques offrant peu de flexibilité (Venezuela, Arabie Saoudite, Iraq, Iran, etc.). L'Inde doit donc essayer de trouver de nouvelles sources de pétrole brut qui offriront une certaine stabilité relative.

L'Afrique est devenue une attraction majeure pour les compagnies pétrolières indiennes au cours des dernières années. Un certain nombre de facteurs expliquent l'intérêt de l'Inde pour le pétrole brut africain. Tout d'abord, le pétrole est de haute qualité et faible en soufre, particulièrement celui produit dans le golfe de Guinée. Deuxièmement, la majeure partie des nouvelles découvertes sont dans les zones extracôtières, loin des zones potentielles de conflits terrestres. Troisièmement, les marchés pétroliers africains sont ouverts à la participation étrangère, contrairement à ceux de l'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe²¹.

Par exemple, en Arabie Saoudite, au Koweït et au Mexique, les entreprises pétrolières nationales ont le monopole sur les opérations d'exploration et d'extraction. En Iran et au Venezuela, les investisseurs font face à des contraintes sous la forme des conditions d'exploitations strictes et de redevances élevées. Les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest offrent donc les conditions les plus avantageuses pour les investisseurs

²¹ Ruchita Beri, « Prospects of India's Energy Quest in Africa: Insights from Sudan and Nigeria », *Strategic Analysis* 34.6 (2010), p.898.

potentiels, et ce, en dépit du fait que des investissements importants en infrastructure sont nécessaires²².

Le journaliste et historien John Ghazvinian écrit que dans le commerce du pétrole avec l'Afrique :

[...] les voies maritimes existantes peuvent être utilisées pour une livraison rapide et économique [...] Le pétrole africain est simplement chargé sur un navire-citerne au moment de la production et commence son doux voyage en haute mer sans être inquiété [...] Il est donc moins cher, plus sûr et plus accessible que ses concurrents, et il semble y en avoir plus tous les jours²³.

L'importance de l'Afrique a augmenté précisément parce que l'Inde tient à diversifier ses sources d'énergie. En diversifiant ses sources d'approvisionnement, l'Inde diminue le risque de ne dépendre que de quelques pays et être à la merci du bon vouloir de ces États. Elle n'est pas la seule ayant cette ambition, des pays tels que la Chine et les États-Unis, aussi, veulent réduire leur dépendance à l'égard des États du Golfe et un repositionnement notable vers l'Afrique et l'Amérique latine semble des plus évidents²⁴.

La complémentarité de la demande et de l'offre peut être identifiée comme moteur principal de l'intérêt de l'Inde dans le secteur de l'énergie en Afrique. Du côté de l'offre, étant un exportateur net d'énergie, l'importance de l'Afrique dans le monde, et surtout pour les pays émergents comme l'Inde et la Chine, ne peut qu'être soulignée avec force. Les réserves prouvées de pétrole d'Afrique sont presque aussi grandes que celles

²² Devika Sharma et Deepti Mahajan, « Energizing ties: The politics of oil », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (2007), p.39.

²³ John Ghazvinian, *Untapped: The scramble for Africa's oil* (Orlando, Florida: Houghton Mifflin Harcourt, 2008), p.10. (traduction libre)

²⁴ Sharma et Mahajan, *South African Journal of International Affairs*, p.40.

d'Europe et d'Eurasie (144,4 milliards de barils). Quoique inégalement réparties, les réserves énergétiques de l'Afrique représentent près de 9,7 % des réserves mondiales de pétrole prouvées, 7,8 % du total mondial de gaz naturel et environ 5,6 % des réserves mondiales prouvées de charbon²⁵. La Figure 5 montre qu'en 2011, l'Afrique a produit quotidiennement une moyenne de 8,8 millions de barils de pétrole et n'en a seulement consommé 3,3 millions de barils. Le continent a donc un excédent de 5,5 millions de barils par jour de pétrole brut, ce qui fait saliver les pays désirant diversifier leurs importations²⁶. L'Inde désire également importer du gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Nigeria, l'Algérie et l'Égypte.

Cependant, la présence de l'Inde dans le secteur de l'énergie n'est pas distribuée uniformément à travers le continent africain. Le Nigeria occupe le deuxième rang après le Moyen-Orient comme principal fournisseur de l'Inde en pétrole brut. Alors que le Nigeria ne représente que de 8,2 % des importations totales de pétrole de l'Inde (l'Afrique au total représente 17 %), la part des autres pays africains est relativement minime. Les autres sources africaines de pétrole à destination de l'Inde sont l'Angola, l'Égypte, la Guinée équatoriale et l'Algérie. Mais comme la Figure 6 le démontre, ensemble, ils ne représentent que 44,8 % des importations indiennes de pétrole brut en provenance d'Afrique.

²⁵ Sudha Ramachandran, « India Turns Its Energies on Africa », *Asia Times Online*, 10 novembre 2007, consulté le 6 avril 2013, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/IK10Df01.html.

²⁶ British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2012*.

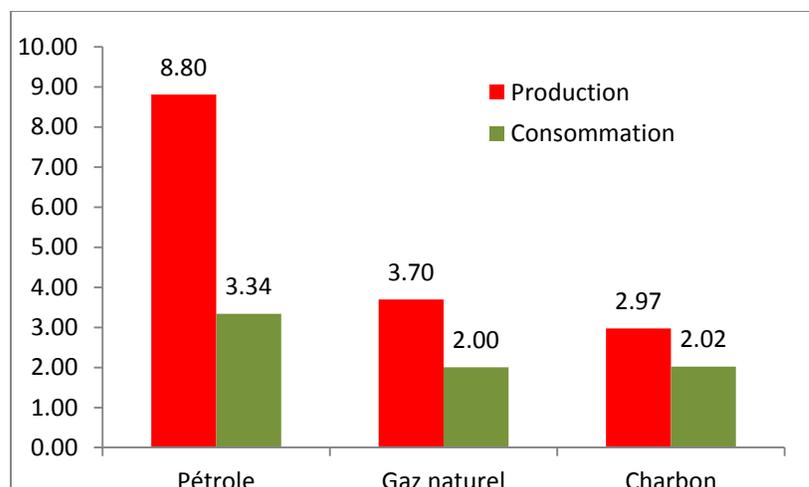


Figure 5 - Production et consommation de produits énergétiques Afrique (2011, millions de barils équivalents/jour)

Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2012*.

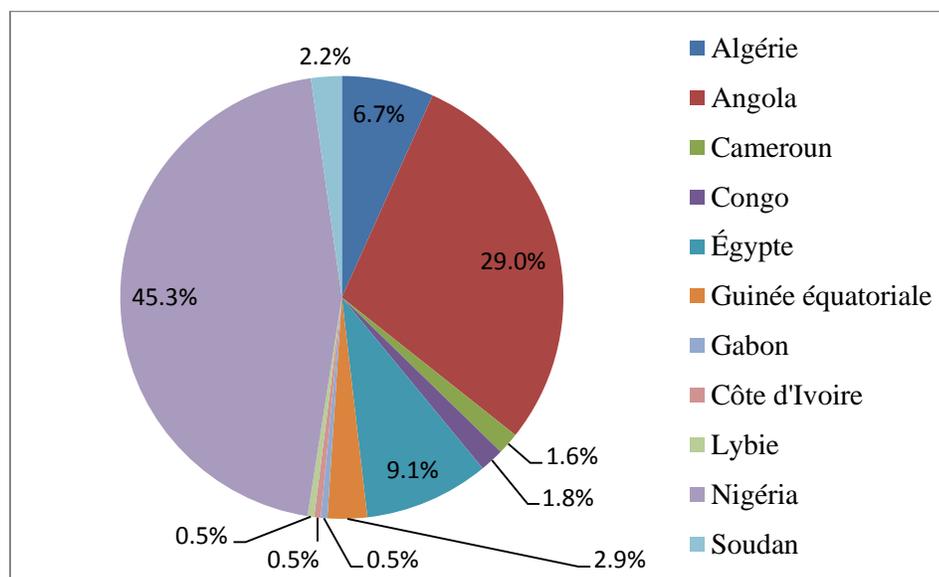


Figure 6 - Provenance africaine des importations indiennes de pétrole (2011/2012)

Source : Nidhi Verma, « India's country-wise crude oil imports since 2001/02 », *Reuters*, 6 août 2012, consulté le 6 avril 2013, <http://in.reuters.com/article/2012/08/06/india-crude-import-idINL4E8IU4HI20120806>.

La présence indienne dans le secteur de l'énergie en Afrique est disproportionnée, non seulement en termes spatiaux à travers le continent, mais aussi au niveau sectoriel

dans les pays exportateurs de pétrole. Par exemple, le pétrole constitue plus de 70 % des exportations du Nigeria vers l'Inde²⁷.

Les besoins de l'Inde en ressources énergétiques sont proportionnels à la nécessité propre de l'Afrique d'investir davantage dans les infrastructures, la technologie et le renforcement des capacités afin d'en extraire ses propres ressources. Les richesses minérales de l'Afrique sont en grande partie inexplorées et inexploitées. Lors de la récente conférence Inde-Afrique sur les hydrocarbures qui s'est tenue à New Delhi les 6-7 novembre 2007, les délégués des gouvernements africains ont exhorté et invité les entreprises indiennes et les compagnies pétrolières à venir réaliser des études exploratoires pour identifier les richesses minières et pétrolières des pays comme les Iles Comores, Sao Tomé-et-Principe et le Malawi²⁸. Prenant la parole à la même tribune, le ministre indien des Affaires extérieures de l'époque, Pranab Mukherjee a déclaré, que :

L'Inde est prête à partager son expérience avec ses partenaires africains dans le secteur des hydrocarbures, de l'exploration à la distribution à travers le raffinage, le stockage et le transport. Il est crucial que sur une période de temps, les investissements dans ce secteur doivent directement contribuer à la constitution d'une main-d'œuvre formée et qualifiée, capable de l'exécution efficace des actifs²⁹.

Cette section a démontré que l'Inde a un besoin criant de sécuriser ses approvisionnements en ressources énergétiques. Sa croissance économique élevée, sa

²⁷ Les exportations de pétrole brut ont atteint 11,5 milliards USD en 2011/2012. Les exportations ont totalisés 17,3 milliards USD. Données obtenues par le site du Haut-Commissariat de l'Inde au Nigeria, consulté le 6 avril 2013, <http://www.indianhcabuja.com/Nigeria-Fact-Sheet.htm>.

²⁸ La conférence est organisée conjointement par le Ministère indien du pétrole et du gaz et la Fédération des Chambres de Commerce et de l'Industrie de l'Inde (FICCI).

²⁹ Pranab Mukherjee (discours, India-Africa Hydrocarbon Conference and Exhibition, New Dehli, Inde, 7 novembre 2007) (traduction libre)

démographie grandissante et son urbanisation accélérée ne sont que quelques facteurs qui augmentent sans cesse la pression sur le gouvernement indien afin qu'il prenne les mesures nécessaires. Au niveau de son approvisionnement en pétrole, la position de dépendance envers quelques pays expose l'Inde à un risque élevé et la pousse à rechercher de nouveaux fournisseurs qui offrent des conditions avantageuses pour les investissements indiens et l'exploitation de ces gisements. Outre les raisons économiques, l'Inde est attirée naturellement vers l'Afrique pour d'autres raisons. La prochaine section présentera l'histoire de cette relation, plus particulièrement, l'influence africaine sur deux figures marquantes de l'histoire indienne contemporaine et l'effet positif de la présence d'une grande diaspora indienne en Afrique.

Complicité historique? Modèle à suivre pour L'indépendance

Les relations indo-africaines puisent leurs origines dans l'histoire. Il y a une longue histoire de contacts indiens avec l'Afrique, plus particulièrement avec les côtes de l'Afrique de l'Est. Comme mentionné précédemment, le commerce fut un des vecteurs importants dans le développement de ces relations. Cette section discutera l'influence africaine sur de nombreux personnages clés et l'effet de la présence d'une diaspora indienne importante en Afrique.

De nombreux personnages marquants émanent de ces deux régions. Parmi eux, figure Mohandas K. Gandhi, appelé Mahatma, père de l'indépendance indienne. Après avoir fait ses études de droit en Afrique du Sud, il a accepté un emploi dans un

cabinet d'avocats indiens au Natal en 1893, et il y est demeuré jusqu'en 1914. À cette époque, la diaspora indienne était maltraitée par les *Afrikaaners*. Cette période fut déterminante pour l'établissement de son leadership au sein de la communauté indienne dans la lutte aux injustices dans le domaine des droits de l'homme. Cette période marqua également le développement de la première mouture de son approche caractéristique de *Satyagraha*, ou résistance non violente à la tyrannie. De retour en Inde, Gandhi a mis en pratique sa nouvelle philosophie qui a conduit à l'indépendance de l'Inde en 1947. Cette indépendance nouvellement acquise auprès de la première puissance coloniale de l'époque a inspiré de nombreux mouvements nationalistes africains fournissant ainsi un modèle de décolonisation et d'indépendance. À cette époque, Gandhi et son mouvement étaient devenus une source d'inspiration pour toute une génération de dirigeants africains, y compris Kwame Nkrumah du Ghana, Obafemi Awolowo du Nigeria, Julius Nyerere de la Tanzanie, et Kenneth Kaunda de Zambie, dans leurs propres campagnes de libération nationale³⁰.

Si le *Mahatma* Gandhi a posé les fondements moraux des relations indo-africaines, ce fut sans aucun doute le premier ministre indien, Jawaharlal Nehru (1947-1964), qui a développé la structure politique de cette relation au cours de sa longue carrière. Il est à l'origine de la politique étrangère indienne qui prend ses racines dans ses préférences « Nehruvienne », soit le multiculturalisme et la solidarité sud-sud³¹. Déclarant que l'Afrique « bien que séparé de nous par l'océan indien [vous êtes] dans un

³⁰ Ali A. Mazrui, *Africa's International Relations: The Diplomacy of Dependency and Change* (Boulder, Colorado, 1977), p.117-118.

³¹ Taylor, *International Affairs*, p.782-783.

sens, notre voisin de palier » et que « dans une perspective historique, les intérêts indiens sont susceptibles d'être lié de plus en plus à la croissance de l'Afrique ». Tout au long de sa carrière, Nehru a poursuivi une politique de soutien aux luttes nationalistes africaines contre le colonialisme et contre l'apartheid en Afrique du Sud³². Les objectifs fondamentaux de Nehru étaient la création graduelle d'une relation amicale, coopérative et constructive entre l'Inde et de nombreux pays du continent africain. Nehru considérait souvent l'Afrique comme étant le « continent-frère ». Depuis l'indépendance de l'Inde, ce discours de coopération et de solidarité est demeuré conceptuel, le manque de moyen de part et d'autre empêchait les progrès dans ce domaine. Ce ne fut qu'à la fin de la Guerre froide et lors du début de la croissance économique vertigineuse de l'Inde que les relations ont bougé de manière substantielle ouvrant ainsi la porte à un partenariat de plus en plus solide³³.

Tout au long de la Guerre froide et faisant partie des pays non-alignés, l'Inde a continué à soutenir les mouvements de libération nationale en Afrique généreusement, à la fois financièrement et politiquement. New Delhi a même accordé la reconnaissance formelle diplomatique au congrès national africain (ANC) en 1967 et l'organisation du peuple du Sud-ouest africain (SWAPO) en 1985³⁴. Même si la politique officielle indienne a accordé moins d'attention à l'Afrique pendant cette période, il convient de noter que la diaspora indienne a toujours été présente sur le continent et a joué un rôle

³² T.G. Ramamurthi, « Foundations of India's Africa Policy » *Africa Quarterly* 37(1997), p.30.

³³ Anand Sharma, « India and Africa: Partnership in the 21st Century », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (2007), p.20.

³⁴ Ajay Dubey, « India-Africa State Relations (1972-1997) » *Africa Quarterly* 37 (1997), p.49-54.

important dans la vie économique des pays où ils se sont installés.

L'Afrique est hôte d'une diaspora indienne nombreuse et bien établie depuis longtemps. La colonisation britannique a fortement influencé les relations entre les colonies, particulièrement le sous-continent indien et de grands territoires africains. Dans l'histoire moderne, les grands mouvements migratoires sont étroitement liés à la colonisation. Au cours des années 1829-1924, environ 769,437 Indiens ont émigré vers l'île Maurice, l'Afrique du Sud, la Réunion, les Seychelles et la région de l'Afrique de l'Est; la plupart du temps en tant qu'employé. Un peu plus tard, pendant l'ère coloniale, on a également assisté à une augmentation de l'émigration indienne, mais cette fois, en tant que commerçants, artisans qualifiés, banquiers, entrepreneurs, ouvriers et professionnels³⁵. Ces contacts ont permis l'établissement d'une diaspora indienne importante en Afrique (plus de 8 % de la diaspora indienne est située en Afrique)³⁶. Un rapport du comité de haut niveau sur la diaspora indienne (2001) établissait la diaspora indienne en Afrique à 2,063,178 personnes, dont 1,969,708 personnes d'origine indienne (POI) et 89,405 Indiens non résidents (INR)³⁷. L'intérêt grandissant pour ces relations a généré un nouvel ensemble de dynamiques constructives³⁸.

³⁵ Laxmi Narayan Kadekar, *Global Indian Diaspora: An Overview* (Hyderabad, India: Centre for the Study of Indian Diaspora, University of Hyderabad 19, 2008), p.35.

³⁶ Ajay Dubey, *Indian diaspora in Africa: A Comparative Perspective* (New Delhi: MD Publications, 2010), p.125.

³⁷ Conseil indien sur les affaires du monde. *Report of the High Level Committee on the Indian Diaspora*, New Dehli, 2001.

³⁸ Taylor, *International Affairs*, p.779.

Les relations entre l'Inde et sa diaspora a énormément changées depuis son indépendance en 1947. Le premier ministre Nehru avait même pris la position de principe quant à la gestion de la diaspora indienne en Afrique, les informant que :

[...] dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud, il y a un nombre considérable d'Indiens, la plupart des gens d'affaires. Notre instruction définitive à eux et à nos agents en Afrique est qu'ils doivent toujours faire passer l'intérêt de la population indigène en premier. Nous voulons n'avoir aucun intérêt au détriment de la population de ces pays³⁹.

Plus tard, dans les années 1970, la première ministre indienne Indira Gandhi décrit les communautés indiennes à l'étranger comme ambassadrices de l'Inde⁴⁰. Mais le changement majeur dans la politique étrangère indienne envers la diaspora indienne ne s'est produit que dans les années 1990. Depuis le début des années 1990, il y a eu une approche beaucoup plus proactive du gouvernement indien envers les INR⁴¹.

La nature même de la diaspora indienne est largement différente de celle des autres acteurs sur le continent africain, plus particulièrement la Chine. Il y a à ce jour un grand intérêt de la part de New Delhi envers les POI, dont la plupart sont relativement assimilées dans leur pays d'accueil. D'après une étude parue en 2006, sur 450 propriétaires d'entreprises en Afrique, plus de la moitié des répondants d'origine indienne avaient pris la nationalité du pays hôte (l'autre moitié ayant gardé leur citoyenneté

³⁹ Jawaharlal Nehru cité dans Dubey, *Africa Quarterly*, p. 45-46.

⁴⁰ Gerard McCann, « Diaspora, political economy and India's relation with Kenya. », *India in Africa: Changing Geographies of Power*, sous la direction de Emma Mawdsley et Gerard McCann (Oxford: Pambazuka Press, 2011), p.114.

⁴¹ Rajneesh Kumar Gupta, *Non-State Actors in International Relations: A Case of Indian Diaspora in Africa*, p.3, consulté le 7 avril 2013, <http://www.iriis.in/pdf/2030452091.pdf>.

indienne) tandis que seulement 4 % des répondants d'origine chinoise avaient fait de même (96 % ont conservé leur citoyenneté chinoise)⁴².

D'après New Delhi, ces POI représentent un immense potentiel pour l'Inde pour le développement des relations bilatérales facilitant ainsi les communications, la coopération et servant d'agents de liaison économique pour les intérêts commerciaux indiens. Cependant, ce dernier point doit être géré adroitement par New Delhi puisqu'il existe un sentiment historique hostile envers la communauté économique indienne qui est perçue par les pays africains comme étant trop puissante. Ce sentiment de confusion peut compliquer la perception sur les activités indiennes sur le continent entre les citoyens africains d'origine indienne et les nouveaux arrivants⁴³.

En plus d'aider les entreprises indiennes à faire des affaires en Afrique, la diaspora indienne possède beaucoup de richesse. Ces richesses intéressent New Delhi qui y voit un immense potentiel d'investissement pour soutenir sa croissance économique. Afin de cultiver et soutenir le potentiel d'investissement de la diaspora, le gouvernement indien a mis en place un certain nombre de mesures aidantes. Les mesures spécifiques incluent la mise en place en 2000, d'un Comité de haut niveau sur la diaspora indienne, dont l'organisation a pour mandat d'être plus à l'écoute des préoccupations des expatriés, et la création du Ministère des Affaires indiennes d'outre-mer⁴⁴ pour servir les INR et les

⁴² H.Broadman, « China and India go to Africa: new deals in the developing world », *Foreign Affairs* 87.2 (2008), p.97.

⁴³ Gerard McCann, « Ties that bind or binds that tie? India's African engagements and the political economy of Kenya », *Review of African Political Economy* 37.126 (2010), p.472.

⁴⁴ The Ministry of Overseas Indian Affairs, <http://www.moia.gov.in>

POI. Les activités du comité de haut niveau ont contribué à libéraliser la réglementation des investissements pour les INR et les particuliers. Cette réglementation plus libérale permet aux POI et INR d'investir dans l'immobilier en Inde et dans les entreprises indiennes sans avoir à demander à la permission au gouvernement indien. Cet apport important de capitaux étrangers permet donc de soutenir la croissance économique indienne⁴⁵.

Cette section a mis en lumière l'influence africaine sur le développement de l'Inde contemporaine sous l'égide de Gandhi et de Nehru qui, à leur tour ont su influencer l'Afrique. La présence d'une diaspora indienne en Afrique est un atout de taille pour faciliter l'établissement de relations commerciales avec les pays hôtes. Elle est également une alliée pour soutenir la croissance de l'économie indienne en apportant de précieux capitaux nécessaires au développement des affaires.

La sécurité énergétique de l'Inde occupe une place remarquable dans l'esprit des décideurs indiens. Comme il a été démontré, la croissance de l'économie, l'accroissement de la population et son urbanisation augmentent la pression sur le gouvernement indien. Étant un pays importateur net de ressources énergétiques, New Delhi doit diversifier ses sources d'approvisionnement. L'Afrique, avec son potentiel énorme, offre donc une alternative économiquement viable pour l'Inde, lui permettant de diminuer son exposition au risque quant à son approvisionnement en produits pétroliers et réduit également sa dépendance envers certains États du Golfe. En plus de ce facteur, l'Inde possède de

⁴⁵ Zhiqun Zhu, « Two diasporas: Overseas Chinese and non-resident Indians in their homelands' political economy. », *Journal of Chinese Political Science* 12.3 (2007), p.290.

nombreuses affinités avec son « continent-frère » : une histoire commune avec des entrecouplements historiques et une diaspora très nombreuse et prospère. Le prochain chapitre couvrira l'influence africaine sur les politiques et mesures de soutien gouvernemental qui ont été mises en place afin de répondre au besoin de l'Inde d'acquérir les ressources requises pour assurer une croissance économique soutenue.

CHAPITRE 2 - INFLUENCES AFRICAINES SUR LES POLITIQUES INDIENNES

« The commerce between India and Africa will be of ideas and services, not of manufactured goods against raw materials after the fashion of western exploiters. »

Mahatma Gandhi⁴⁶

Le deuxième Sommet Inde-Afrique tenu à Addis Abeba en mai 2011 est une preuve indéniable de l'intérêt indien pour ce continent regorgeant de richesses et d'occasions. Le précédent chapitre traitait des intérêts de l'Inde à entretenir une relation durable avec l'Afrique. Il fut démontré que le principal vecteur d'intérêt réside dans le domaine économique, plus particulièrement dans la sécurité de son approvisionnement en produits pétroliers afin de soutenir sa croissance économique sans pareil. Pour ce faire, le gouvernement indien met en place une série de programmes et mesures destinés à renforcer les relations entre les « continents-frères ».

Ce chapitre traitera de l'influence africaine sur le développement de politiques indiennes, tant au niveau des affaires étrangères qu'au niveau économique. La première section traitera de l'évolution de la politique étrangère de l'Inde envers l'Afrique et plus précisément de l'influence africaine sur l'évolution de celle-ci. La deuxième section traitera du volet le plus important de sa politique étrangère soit son volet de promotion et de développement économique, en mettant l'accent sur les moyens mis en place par le gouvernement indien pour assurer le développement de son commerce international ainsi

⁴⁶ cité dans K. Mathews, « A Multi-faceted Relationship: A Synoptic view. », *Africa Quarterly* 37 (1997).

que les mesures d'assistance technique et de formation via des initiatives comme le programme ITEC. La dernière section analysera l'impact diplomatique et économique de l'émergence de l'Inde comme un pays donateur d'aide au développement et des effets positifs qui ont facilité le développement des relations commerciales avec l'Afrique.

Diplomatie et Politique étrangère indienne

L'Inde désire faire partie de la table des grands, son ambition de devenir une puissance majeure et mondiale est connue. En plus d'un taux de croissance économique élevé, situé tout juste derrière celui de la Chine, New Delhi continue de maintenir sa position de leader et cofondateur du Mouvement des non-alignés (MNA), dont la grande majorité des pays africains sont membres. La fondation du MNA émanait d'une volonté d'éviter la confrontation idéologique est-ouest durant la guerre froide. Comme le premier ministre Jawaharlal Nehru l'a affirmé dans son discours devant la conférence Asie-Afrique de 1955, marquant la fondation du MNA, « Chaque pacte a apporté plus d'insécurité que de sécurité pour les pays qui l'ont conclu entre eux⁴⁷. »

D'une perspective nationale, l'Inde attache la plus haute importance à sa sécurité énergétique suivie de près par l'ambition d'être considérée comme un joueur mondial important⁴⁸. Aujourd'hui, l'Inde possède la troisième plus grande armée, la quatrième force aérienne et la septième marine en importance dans le monde. L'Inde est très active

⁴⁷ Jawaharlal Nehru (discours, Bandung Conference Political Committee, 1955), consulté le 8 avril 2013, <http://www.fordham.edu/halsall/mod/1955nehru-bandung2.html>. (traduction libre)

⁴⁸ V.Sahni, « India's foreign policy: key drivers », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (2007), p.27.

dans les coulisses de la diplomatie mondiale et exerce beaucoup de pression afin d'obtenir, comme la Chine en 1971 avec le soutien africain, un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU)⁴⁹. Afin d'obtenir la légitimité nécessaire, l'Inde participe à plus de 40 missions des Nations unies, dont la plupart sont en Afrique. En date du 31 décembre 2012 comme deuxième plus important contributeur, l'Inde a déployé 7938 casques bleus, tout juste derrière le Bangladesh qui est le plus grand contributeur⁵⁰. Cet exemple démontre également la volonté de New Delhi de vouloir appuyer les institutions des Nations Unies dans leurs recherches de la paix et la stabilité à l'échelle mondiale⁵¹. Cette section présentera l'évolution de la politique étrangère de l'Inde envers l'Afrique et son volet le plus pertinent pour ce mémoire, la promotion de la coopération économique au travers du développement des ressources humaines et du commerce.

Le premier ministre indien Jawaharlal Nehru, développa la politique étrangère de l'Inde dès l'indépendance de 1947. Le multilatéralisme et le non-alignement furent deux des valeurs prédominantes de l'Inde pour la grande majorité du XX^e siècle⁵². Il fut également à l'origine de la politique indienne envers l'Afrique qui comprenait deux grands axes. Le premier est le soutien pour la lutte contre la colonisation et la discrimination raciale en Afrique du Sud. Le second est lié aux POI installés en

⁴⁹ Xenia Dormandy, « Is India, or Will It Be, a Responsible Stakeholder? », *Washington Quarterly* 30.3 (Summer 2007), p.118.

⁵⁰ Données obtenues sur le site des Nations Unies, consulté le 7 avril 2013, http://www.un.org/en/peacekeeping/resources/statistics/contributors_archive.shtml.

⁵¹ Taylor, *International Affairs*, p.782-783.

⁵² J.N. Dixit, *Across Borders : Fifty Years of India's Foreign Policy* (New Delhi: Picus Books, 1998), p.28-49.

Afrique⁵³. De même, lorsque la Guerre froide a commencé, le principe général de non-alignement fut très bien reçu en Afrique.

Cependant, vers la fin du mandat de Nehru, les relations indo-africaines étaient apathiques. Peu de pays africains apportaient un soutien diplomatique à l'Inde, bilatéralement ou au sein des instances multilatérales (ONU, MNA). Ces relations étaient dues à un certain nombre de facteurs. Premièrement, la défaite de l'Inde dans la guerre sino-indienne de 1962 a causé un revers à l'image de l'Inde en tant que leader. Deuxièmement, l'hésitation de l'Inde dans la fixation d'une date pour la fin du colonialisme en Afrique lors du Sommet de Belgrade (MNA) en 1961, offrait une position de faiblesse envers les puissances coloniales. Troisièmement, son insistance pour que les mouvements de libération africains adoptent des moyens pacifiques, par opposition à l'idéologie chinoise qui comprenait des actions violentes et révolutionnaires, n'était pas appréciée. Quatrièmement, immédiatement après la guerre de 1962, l'Inde était occupée à lutter contre la Chine dans tous les fora multilatéraux, laissant les pays africains à eux mêmes⁵⁴.

Au milieu des années 1960, et malgré ces reculs, l'Inde a entrepris une réévaluation sérieuse de sa politique africaine et adopté quelques nouvelles initiatives. Le safari africain de la première ministre indienne Indira Gandhi en 1964 visait à mesurer la profondeur de la solidarité africaine avec l'Inde. Par la suite, l'Inde a cessé de traiter les

⁵³ Voir chapitre 1.

⁵⁴ Ajay Dubey, *Indo-African Relations in the Post-Nehru Era (1965-1985)* (New Dehli: Kalinga Publications, 1990), p. 25.

pays africains comme un bloc et est devenue plus sélective dans son amitié⁵⁵. L'accent sur la diplomatie économique a augmenté dans les années 1970 en tandem avec la réalisation dans les pays en développement d'Asie et d'Afrique de la nécessité d'une coopération économique entre eux. L'adoption du plan d'action de Lagos de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)⁵⁶ en 1980 a souligné l'importance accordée par les Africains au niveau régional et envers la solidarité Sud-Sud. L'impact de ces initiatives a été une augmentation significative du commerce entre l'Inde et l'Afrique, avec une balance commerciale favorable à l'Inde⁵⁷.

Dans les années 1970 et 1980, l'Inde a continué à soutenir les luttes de libération en Afrique. Elle a travaillé en étroite collaboration avec les Africains dans la lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud et la Namibie, non seulement à l'ONU, mais aussi au travers d'autres organisations multilatérales telles que le MNA, et le Commonwealth. L'Inde a accordé le statut diplomatique à l'*African National Congress* (ANC) en 1967 et la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) en 1985⁵⁸. En dehors du soutien diplomatique, l'Inde a également fourni une aide financière et matérielle aux luttes de libération en Afrique, non pas directement, mais par le biais des institutions multilatérales telles que l'OUA, le fonds des Nations Unies pour la Namibie, le programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et, enfin, le fond *Action for Resisting Invasion, Colonialism and Apartheid* (AFRICA). Le

⁵⁵ Ruchita Beri, « India's Africa Policy in the Post-Cold War Era: An Assessment. », *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.218.

⁵⁶ Elle fut créée en mai 1963 et dissoute en juillet 2002 pour faire place à l'Union Africaine. Elle comportait 32 pays-membres.

⁵⁷ Beri, *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.218.

⁵⁸ *India and the African Liberation Struggle* (New Dehli: Indian National Congress, 1976), p.92-96.

fonds AFRICA a été créé par le MNA sous la direction du premier ministre indien Rajiv Gandhi en 1986 pour aider les États luttant en première ligne et les mouvements de libération en Afrique du Sud et en Namibie⁵⁹.

Suivant la fin de la Guerre froide, et prenant pour acquis que les Indiens et les Africains étaient des alliés dans la lutte contre le colonialisme et l'*apartheid*, il était donc primordial que les deux entités collaborent économiquement afin d'assurer leur avenir respectif. La réalité fut bien différente. L'Inde s'est retournée sur elle-même pour effectuer des réformes majeures afin de se rapprocher des pays occidentaux, ceux qui étaient sortis clairement gagnants de la Guerre froide. Ces mesures ont permis également à l'Inde de faire face à la vague de mondialisation de l'économie⁶⁰. En ces temps d'austérité, les grandes ambitions indiennes de solidarité sud-sud, le tiers-mondisme et les initiatives du MNA⁶¹ n'ont pas eu les ressources ni l'attention requise de la part de New Dehli, les problèmes auxquels faisait face l'Inde étaient prioritaires aux yeux de ses décideurs. Ce ne fut réellement que lorsque l'économie indienne a commencé à croître sérieusement au tournant des années 2000 que l'intérêt pour l'Afrique a fait surface. Plus particulièrement lorsque le besoin de nouveaux marchés et l'obtention de matières premières a commencé à se faire sentir. C'est donc par intérêt économique que l'Inde s'intéresse à l'Afrique.

⁵⁹ Beri, *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.218.

⁶⁰ Dixit, *Across Borders*, p.221-225.

⁶¹ Sally Morphet, « Multilateralism and the Non-Aligned Movement: what is the Global South doing and where is it going? » *Global Governance* 10.4 (2004), p.528.

Dans le domaine des politiques, particulièrement au niveau économique, l'Inde est réputée suivre les traces de la Chine, une position qui tend à occuper l'esprit des décideurs et de la communauté intellectuelle. Cette compétition entre la Chine et l'Inde a débuté suite à l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991. L'Inde a rapidement libéralisé son économie afin de sortir de son marasme économique et d'éviter la faillite. L'Inde a dû rattraper le retard sur la Chine et c'est seulement au cours des dernières années qu'elle s'est engagée sérieusement avec l'Afrique. Dans une mesure d'économie, l'Inde a fermé de nombreuses ambassades en Afrique dans les années 1990. Au début de 2012, il y avait plus de 33 ambassades, haut-commissariat et consulats généraux répartis sur le continent africain.

L'Inde a été depuis longtemps un partisan d'un nouvel équilibre mondial coopératif et du combat historique des pays en voie de développement combattant l'inégalité. Cette rhétorique fonctionne très bien en Afrique et a historiquement bien servi l'Inde, lui permettant de se projeter comme étant le porte-parole des pays du sud, un rôle souvent disputé à la Chine⁶². À plusieurs reprises, New Delhi a ouvert l'espace politique pour faire place à ses partenaires du tiers-monde, qui lorsque rassemblés derrière une même cause ont le poids nécessaire pour faire un effet de levier important au sein de ces institutions (par ex. les réformes du CSNU à ONU, les rondes de négociation de Doha à l'OMC). Cette stratégie de solidarité sud-sud a souvent obligé New Delhi à absorber les

⁶² Neil Ford, « South Africa: indians connection gathers new momentum. », *African Business* 325 (11/2006), p.70.

coûts d'une telle opération⁶³. La stratégie diplomatique de l'Inde n'est plus ancrée dans l'idéalisme original de la solidarité sud-sud. La nouvelle stratégie contemporaine est beaucoup plus pragmatique qu'auparavant, se centrant sur la poursuite des intérêts nationaux, plus particulièrement ceux de nature économique et ce, même si l'Inde n'a pas de vision stratégique⁶⁴.

La politique étrangère contemporaine de l'Inde envers l'Afrique est composée de cinq volets⁶⁵ :

- Promotion de la coopération économique
- L'engagement des POI
- La prévention et la lutte contre le terrorisme
- Préserver la paix
- Aider les forces de défenses africaines

Dans le cadre de ce travail, seulement le premier volet sera traité en raison de sa nature économique répondant ainsi aux pressions de la croissance économique de l'Inde présentées au chapitre précédent.

Promotion de la coopération économique

Dans les années 1990, le gouvernement indien a souligné que « [...] à l'avenir, de nouvelles relations fondées sur la coopération économique, technologique et pédagogique

⁶³ Andrew Hurrell et Amrita Narlikar. « A New Politics of Confrontation? Brazil and India in Multilateral Trade Negotiations. », *Global Society: Journal Of Interdisciplinary International Relations* 20.4 (2006), p.422.

⁶⁴ C.Malone, *Does the Elephant Dance? Contemporary Indian Foreign Policy* (New York: Oxford University Press, 2011), p.73.

⁶⁵ Beri, *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.219.

concrète prendront une importance accrue⁶⁶. » Encore aujourd'hui, ces mêmes thèmes sont utilisés par le gouvernement indien :

[...] les relations historiques et croissantes de l'Inde avec l'Afrique ont connu une expansion et une consolidation à travers des visites, programmes de coopération, l'octroi de facilités de crédit, initiative pour le renforcement des capacités et du développement des ressources humaines, le commerce et la promotion des investissements⁶⁷.

Il doit être souligné que les objectifs de l'Inde à l'égard de cette politique sont restés les mêmes au fil des ans, à savoir « la création et la consolidation de solides liens économiques entre les pays du sud et de l'utilisation de la force économique relative de l'Inde pour le développement de ces pays sur une base mutuellement bénéfique⁶⁸.

Afin de favoriser les relations indo-africaines, l'Inde a créé sa copie du Forum pour la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) en développant son propre Sommet Inde-Afrique. Ce forum a pour objectif premier de changer la perception mondiale de l'Inde, la faisant passer de bénéficiaire d'aide à donateur, et ce, afin d'améliorer sa position politique mondiale. L'objectif secondaire est de forcer les politiques à rattraper les relations économiques très avancées entre l'Inde et certains pays africains.⁶⁹ Le premier Sommet Inde-Afrique fut tenu à New Delhi en avril 2008 et a marqué le point culminant du recadrage de l'intérêt de l'Inde envers l'Afrique. Deux déclarations furent émises à la sortie du Sommet. Le premier fut le cadre de Coopération Inde-Afrique et la déclaration

⁶⁶ Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, *Rapport annuel 1992-93* (New Delhi, 1993), p.59.

⁶⁷ Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, *Rapport annuel 2012-13* (New Delhi : Division de planification et de la recherche sur les politiques, 2013), p.48.

⁶⁸ Dubey, *Indo-African Relations in the Post-Nehru Era (1965-1985)*, p. 37.

⁶⁹ P.Kragelund, « Back to BASICS? The rejuvenation of 'non-traditional donors' development cooperation with Africa. », *Development and Change* 42.2 (2011), p.596.

de New Delhi. Ces deux documents ont mis l'accent sur les thèmes habituels de solidarité sud-sud, de développement de compétences et de poursuites des intérêts communs. D'une manière plus significative, le sommet a proposé le développement d'un plan d'action et de nombreux mécanismes de suivi afin d'assurer l'accomplissement des objectifs. Ces derniers sont une reproduction quasi identique du cadre du Forum pour la Coopération Chine-Afrique (FOCAC)⁷⁰.

L'Inde s'implique aujourd'hui économiquement en Afrique à travers le commerce, l'assistance technique, la formation, et plus récemment l'exploitation des ressources naturelles. Ce dernier volet sera traité dans le dernier chapitre puisque ce sont principalement des entreprises⁷¹ qui investissent dans la prospection et l'exploitation des ressources naturelles.

Promotion du commerce

Le commerce est la pierre angulaire des discussions de haut niveau avec les décideurs. L'intérêt indien réside dans l'engagement de New Delhi dans un multilatéralisme libéral, offrant un accès mondial aux exportateurs indiens. Cet intérêt est se reflète par la collaboration étroite avec les nations africaines dans les rondes de négociations de Doha (Organisation mondiale du commerce) et dans l'adhésion indienne dans le *India, Brazil and South Africa Dialogue forum* (IBSA). Ces relations ont créé une

⁷⁰ Taylor, *International Affairs*, p.785 et Ian Taylor, *The Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC)* (London : Routledge, 2011).

⁷¹ Les plus gros investissements proviennent généralement de société d'état (OVL, pétrole brut) avec le soutien financier de New Delhi.

nouvelle dynamique dans les relations internationales, rassemblant pour une première fois trois économies nouvelles et puissantes⁷².

L'activité économique entre l'Asie et l'Afrique est en plein essor. Dans un contexte contemporain, les premiers signes de cette recrudescence furent le lancement par la Banque indienne d'Export-Import⁷³ (ExIm) en 2002 de son initiative *Focus Africa*, recentrant une partie de ses activités, ressources et effectifs vers l'Afrique. Initialement orienté vers l'Éthiopie, le Kenya et l'Ile Maurice, elle offre des extensions de lignes de crédit commercial afin de soutenir leurs importations de biens et services indiens⁷⁴.

ExIm est l'institution financière principale soutenant l'exportation indienne, créée en 1982 sous l'*Export-Import Bank of India Act* de 1981. Le gouvernement indien a donné comme mandat à l'institution non seulement d'accroître les exportations de l'Inde, mais d'intégrer le commerce extérieur et les investissements du pays à la croissance économique globale. Depuis sa création, ExIm a été à la fois un catalyseur et un acteur clé dans la promotion du commerce et les investissements transfrontaliers. ExIm a évolué au cours de sa jeune histoire en une institution qui joue un rôle majeur dans le partenariat avec les industries indiennes, en particulier les petites et moyennes entreprises, dans leurs

⁷² Ian Taylor, « 'The South Will Rise Again'? New Alliances and Global Governance: The India–Brazil–South Africa Dialogue Forum. », *Politikon: South African Journal of Political Studies* 36.1 (Apr 2009), p.45-58.

⁷³ Voir <http://www.eximbankindia.com/>.

⁷⁴ Broadman, *Foreign Affairs*, p.97.

efforts de mondialisation, à travers une large gamme de produits et services offerts à tous les stades du cycle économique⁷⁵.

La Figure 7 montre l'évolution du commerce avec l'Afrique au cours des dernières années. Cette constante progression est le fruit d'un effort soutenu par le gouvernement indien et les entreprises indiennes afin de soutenir la croissance économique de l'Inde.

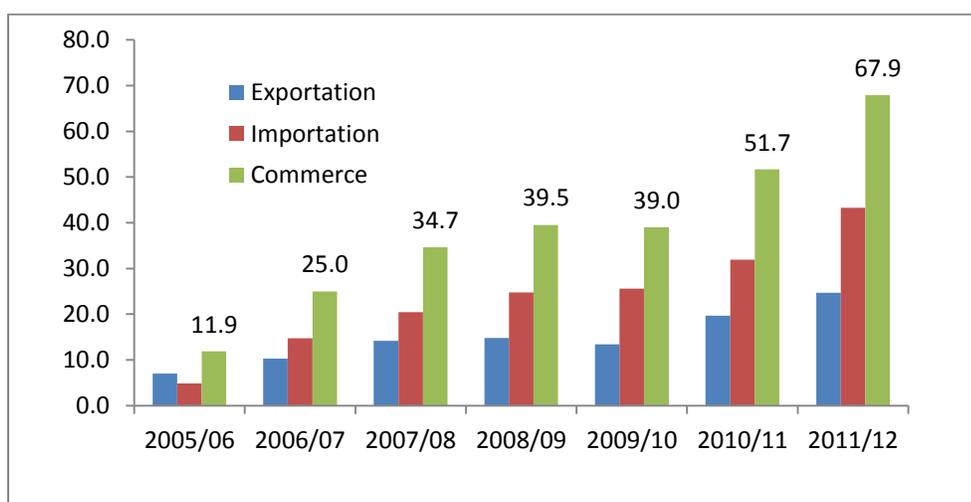


Figure 7 - Évolution du commerce avec l'Afrique (milliards USD)

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, consulté le 8 avril 2013,
<http://commerce.nic.in/eidb/irgnq.asp>

On remarque que la balance commerciale penche désormais du côté de l'Afrique en raison du prix des matières premières et plus particulièrement en raison du volume grandissant des importations de pétrole brut en provenance de l'Afrique. Malgré tout, ce dernier point n'a pas semblé avoir eu d'impact sur la progression du commerce qui au

⁷⁵ Export-Import Bank of India. « Organization. », consulté le 8 avril 2013,
<http://www.eximbankindia.com/organisation.asp>.

cours des sept dernières années à progresser en moyenne de 23 % (27 % pour la progression des importations et 18 % pour les exportations). Avec 68 milliards USD d'échanges commerciaux en 2011/12, ces échanges avec l'Afrique ne représentent que 9 % des échanges commerciaux totaux de l'Inde (5 % des exportations en direction de l'Afrique et 14 % des importations en provenance de l'Afrique)⁷⁶.

Dans ce contexte, ExIm est un acteur majeur dans la distribution d'aide au développement et au soutien financier de l'Afrique. ExIm a prêté des capitaux au *Common Market for Eastern and Southern Africa* (COMESA) afin de lui permettre d'acheter des biens et services en provenance de l'Inde. La banque a également financé la production de sucre éthiopien, le développement agricole au Botswana et l'électrification rurale et la production d'eau au Ghana⁷⁷. ExIm offre également des lignes de crédits commerciales, généralement au taux préférentiel de 4 %, aux gouvernements africains, aux organisations paraétatiques, aux banques commerciales, aux institutions financières et aux banques de développement régional afin de leur permettre l'acquisition de biens et services en provenance de l'Inde. Ces marges de crédit ne sont pas strictement identifiées pour l'aide au développement (leurs objectifs étant l'avancement du commerce indien et les opportunités d'investissement), mais plutôt un crédit pour le soutien aux exportations. Elles font partie intégrante de ce que New Delhi considère comme un soutien à l'Afrique.⁷⁸ Par exemple, un nombre important de mesures économiques ont découlé du premier sommet Inde-Afrique de New Delhi. Une ligne de crédit à conditions

⁷⁶ Données du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

⁷⁷ Institut allemand pour le développement, « India's development cooperation: opportunities and challenges for international development cooperation », *Papier préparatoire no 3/2009*, p.2.

⁷⁸ *Ibid.*,

préférentielles de 5,4 milliards USD étalée sur cinq années ainsi que l'élimination des tarifs douaniers sur plus de 85 % des secteurs protégés indiens et un accès préférentiel à neuf pour cent des lignes tarifaires indiennes pour les 34 pays africains les moins développés⁷⁹.

L'utilisation de ce mode de financement à travers les lignes de crédit, permet aux pays africains de contourner les conditions de financement strictes des bailleurs de fonds occidentaux en offrant une plus grande souplesse dans les conditions d'emprunt et d'utilisation des fonds. Un tel processus signifie la mise en place d'une nouvelle résistance grandissante du Sud pour contrer la capacité historique du nord à dicter l'agenda mondial⁸⁰.

Le *Mahatma* Gandhi a dit : « Le commerce entre l'Inde et l'Afrique seront des idées et des services, et non pas des produits manufacturés contre des matières premières à la manière des exploiters de l'Ouest⁸¹. » Mais les lois du marché semblent être inexorables! La plupart des importations en provenance de l'Afrique se composent de minéraux, de produits pétroliers et des matières premières, tandis que les principales exportations sont le textile, les produits pharmaceutiques, les produits d'ingénierie, etc. La composition des échanges avec l'Afrique provoque une certaine inquiétude chez plusieurs Africains également. C'est une réalité que les Africains doivent faire face et la

⁷⁹ Ministère des Affaires extérieures, *India-COMESA relations* (New Dehli, 2011), p.2.

⁸⁰ Hurrell et Narlikar, *Global Society*, p.7.

⁸¹ Mahatma Gandhi cité dans K. Mathews, *Africa Quarterly*.

composition des échanges commerciaux ne pourra être modifiée qu'avec un plus grand niveau d'investissement et de développement économique dans ces pays⁸².

Bien entendu, toutes ces initiatives peuvent sembler vouloir être altruistes de la part de l'Inde. Il n'en demeure pas moins que les ambitions indiennes demeurent à portée et qu'elle est prête à beaucoup de contorsion et flexibilité afin d'y arriver. Le désir commun de l'Inde et de l'UA en vue d'une réforme du CSNU leur permettra d'obtenir leur juste place sur l'échiquier mondial. Comme le mentionne le professeur Alex Vines : « [...] l'Inde est désavantagée par rapport à la Chine dans sa compétition commerciale avec l'Afrique. Ce désavantage est l'absence d'un siège permanent indien au CSNU, tel que la Chine possède un, qui permet de produire l'effet politique désiré dans les politiques concernant l'Afrique. ⁸³»

Assistance technique et formation

L'Inde apporte une assistance technique aux pays africains dans le cadre du programme indien de coopération technique et économique (ITEC⁸⁴) et le régime spécial du Commonwealth pour l'assistance en Afrique (SCAAP). Ces programmes couvrent les domaines suivants :

- Formation (civil et militaire)
- Projets techniques et soutien relié aux projets tels que la fourniture d'équipements, de services-conseils et d'études de faisabilité
- Envoi d'experts

⁸² Beri, *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.223.

⁸³ A.Vines, *India's Africa engagement : prospects for the 2011 India-Africa Forum* (London : Programme Paper, Chatham House, 2010), p.10.

⁸⁴ La création de l'ITEC remonte à 1964, principalement pour contrer les programmes d'aide de la diplomatie chinoise. Beri, *Strategic Analysis*, p.218.

- Visites d'étude de hauts fonctionnaires/décideurs en Inde.

Le programme ITEC couvre différents domaines⁸⁵. Le volet le plus dynamique de l'ITEC est le service-conseil et soutien aux projets. Ce volet comprend la préparation d'études de faisabilité, rapports progression de projet, la mise en place de projets pilotes et des centres de recherche dans le secteur agricole, etc. Un certain nombre de pays africains ont bénéficié d'une assistance dans ce domaine. Depuis le début de ce programme, l'Inde a octroyé plus de 2 milliards USD en assistance technique aux pays en développement dont la majorité de cette somme est allée en Afrique. L'Inde a également offert la formation à plus de 14,500 individus provenant de nombreux pays, principalement en Afrique tel que le Nigeria, l'Éthiopie, le Soudan, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud⁸⁶.

Lors du deuxième sommet Inde-Afrique tenu au mois de mai 2011, l'Inde a débloqué près de 700 millions USD pour soutenir l'Afrique exclusivement dans l'établissement d'institutions et de programmes de formation⁸⁷. Un nombre grandissant de projets de développement des capacités exemplifie l'engagement soutenu de l'Inde en Afrique dans le domaine des études supérieures et des instituts d'éducation professionnelle. Le premier ministre indien a également proposé l'établissement d'une

⁸⁵ Les domaines couvrent entre autres la diplomatie, les médias de masse, le commerce extérieur, la gestion et l'audit des comptes, les banques, la planification des effectifs, l'agriculture, le développement rural, les petites industries, les télécommunications, l'informatisation du développement rural et technologies de l'information. Ces sujets se trouvent dans les rapports annuels du Ministère des Affaires extérieures.

⁸⁶ Le ministre indien des Affaires extérieures M. Yashwant Sinha présentait ces données au comité de haut niveau de l'Assemblée générale (ONU) afin d'examiner les moyens de soutenir le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). 16 septembre 2002, consulté le 8 avril 2013, <http://www.un.org/sg/statements/?nid=49>.

⁸⁷ Taylor, *International Affairs*, p.786.

université virtuelle Inde-Afrique et s'est engagé à financer l'octroi de plus de 10,000 bourses d'études pour les étudiants africains afin qu'ils puissent venir étudier en Inde. L'Inde financera également l'octroi de 400 bourses supplémentaires pour les étudiants gradués et 500 postes de recherche subventionnés sous l'auspice du programme ITEC. En tout, l'Inde aura subventionné un total de 22,000 étudiants sur une période de trois ans⁸⁸.

Plus tard, lors du Huitième Conclave sur le Partenariat pour les Projets Inde-Afrique, le sous-secrétaire pour l'Afrique de l'Est et du Sud au Ministère indien des Affaires extérieures, Gurjit Singh, mentionnait : « [l'Inde] est engagé dans la construction de plus de 100 institutions de développement des capacités en Afrique [...] Ces institutions ajouteront une plus-value, non seulement au niveau des ressources humaines, mais également au niveau des ressources naturelles⁸⁹. » Ces institutions couvrent un éventail très large de secteurs et comprennent entre autres les institutions suivantes :

- *Institute of Foreign Trade (Ouganda)*
- *India-Africa Institute of Educational Planning and Administration (Burundi)*
- *India-Africa Diamond Institute (Botswana)*
- *India-Africa Institute of Information Technology (Ghana)*
- *India-Africa Institute of Agriculture and Rural Development*
- *India-Africa Food Processing Cluster*
- *India-Africa Integrated Textile Cluster*
- *India-Africa Centre for Medium Range Weather Forecasting*
- *India-Africa University for Life and Earth Sciences*
- *India-Africa Civil Aviation Academy*

⁸⁸ *Ibid.*, p.788.

⁸⁹ Bureau de l'information et de la presse. *Communiqué de presse du Ministère indien du commerce et de l'industrie*, 17 mars 2012, consulté le 5 avril 2013, <http://pib.nic.in/newsite/erelease.aspx?relid=81130>.

Par exemple, le *India-Africa Institute of Information Technology*, construit au Ghana, offrira des cours de programmation logicielle en collaboration avec la *Educational Consultants India*, une firme de consultants contrôlée par l'état. Le *India-Africa Institute of Foreign Trade*, située en Ouganda, sera ouverte dans les prochaines années et offrira des programmes de Maîtrise en Administration des Affaires à temps partiel et à plein temps. Le *India-Africa Diamond Institute*, basé au Botswana et en collaboration avec le *Indian Diamond Institute*, offrira des programmes accrédités en gestion minière, classement diamantifère, gemmologie, conception de bijoux et production. Finalement, le *India-Africa Institute of Education, Planning and Administration*, situé au Burundi, offrira des conseils aux différentes agences et institutions qui offrent ou planifient des programmes d'éducation et de formation en Afrique. En tout, ce sera plus de 19 instituts de formation qui seront établis en Afrique dans un avenir rapproché. Ce déploiement est soutenu par un plan d'action indien qui décrit la stratégie qui accélèrera le développement d'entente bilatérale dans ces nombreux secteurs. L'Union Africaine (UA) déterminera la localisation des instituts, le pays hôte fournira l'emplacement et les infrastructures et l'Inde fera la mise en service et assurera les coûts d'exploitation pour les trois premières années après quoi, les instituts seront autosuffisants⁹⁰. Le sous-secrétaire Gurjit Singh a ajouté que le *India-Africa Institute of Educational Planning and Administration* aidera grandement à résoudre les problèmes de rareté des professeurs qualifiés sur le continent africain⁹¹.

⁹⁰ Garreth Price, *For the global good: India's developing international role* (London : Chatham House, 2011), p.4.

⁹¹Bureau de l'information et de la presse. *Communiqué de presse du Ministère indien du commerce et de l'industrie*.

L'Inde est également à l'origine du *Pan-African e-Network Project* lancé en février 2009. Il s'agit d'une collaboration entre le gouvernement indien et l'UA, et il est le plus grand projet d'enseignement à distance et de télémédecine jamais entrepris en Afrique⁹². Il s'agit d'une occasion exceptionnelle qui fournira des soins de santé abordables ainsi que de la formation de qualité. Il fournit également une interface entre les médecins spécialisés dans le traitement et le diagnostic des patients. Dans la partie télémédecine, des consultations en direct sont offertes à raison d'une heure par jour pour chacun des 53 pays membres de l'UA dans plus de 18 disciplines médicales, dont la cardiologie, la neurologie, l'urologie, la gynécologie, les maladies infectieuses, l'ophtalmologie et la pédiatrie. Le projet offre également la mise à niveau des habiletés du personnel médical au travers du partage de l'information et des programmes d'apprentissage continu. Ce projet est à ces débuts et le niveau de soins offerts demeure limité à quelques chirurgies puisque les cas complexes nécessitent souvent des équipements et des installations à la fine pointe de la technologie⁹³. Avec ce projet, l'Inde offre à l'Afrique un accès à une partie de ses meilleures universités et hôpitaux. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de développement des ressources humaines lancée lors du deuxième Sommet Inde-Afrique⁹⁴. La prochaine section couvrira l'utilisation de l'aide au développement comme instrument de négociation en vue de faciliter les relations commerciales entre l'Inde et l'Afrique.

⁹² Renu Modi, « Offshore healthcare management: medical tourism between Kenya, Tanzania and India. », *India in Africa: Changing Geographies of Power*, sous la direction de Emma Mawdsley et Gerard McCann (Oxford: Pambazuka Press, 2011), p.137.

⁹³ *Ibid.*, p.138.

⁹⁴ « Pharmaceuticals: India's Generics Flow Into Africa. », *African Business* 382 (January 2012), p.44.

L'Inde donateur émérite?

L'économie mondiale est actuellement dans un état de changement important. Alors que la plupart des pays de l'OCDE se battent pour limiter les dégâts de la crise financière mondiale, quelques pays émergents réussissent à maintenir des taux de croissance économique élevés, modifiant ainsi la répartition des pouvoirs sur l'échiquier mondial. Parmi les économies émergentes les plus importantes pour le développement international sont les pays appartenant au BRICS : Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud⁹⁵. Cette section tentera d'analyser l'impact de l'émergence de l'Inde à titre de donateur et plus particulièrement, des mesures prises et de l'effet obtenu en Afrique par le biais de l'aide au développement. Faute de pouvoir militaire, l'Inde cherche l'influence au travers de son « soft power » et essaie de distinguer son aide au développement de celle des donateurs plus traditionnels⁹⁶. Encore une fois, cette démarche s'inscrit dans la grande stratégie de l'Inde pour obtenir plus d'influence à l'échelle internationale et ultimement un siège permanent au CSNU (élargi)⁹⁷.

Au cours de la dernière décennie, l'Inde est discrètement devenue un important fournisseur d'aide au développement à d'autres pays moins développés. En fait, les tendances actuelles donnent à penser que le pays pourrait devenir un exportateur net d'aide au développement d'ici les prochaines années⁹⁸. Cette transformation est dictée par la perception de l'Inde, elle-même comme une puissance émergente, sa concurrence avec

⁹⁵ P.Kragelund, *Development and Change*), p.585.

⁹⁶ *Ibid.*, p.595.

⁹⁷ *Ibid.*, p.594-595.

⁹⁸ *Ibid.*

la Chine pour l'influence politique et les ressources énergétiques dans les pays en développement, et la croissance rapide de ses entreprises de consultations sans but lucratif et privées.

L'objectif global des programmes d'aide au développement de l'Inde est d'accroître son influence géopolitique et de constituer un groupe viable favorable envers l'Inde auprès des principaux décideurs dans les pays bénéficiaires. La caractéristique unique la plus marquante est sa tentative de partager son expérience réussie (toujours en cours) dans la lutte contre la pauvreté et le développement économique à travers de ses propres consultants et experts.

La majeure partie de l'aide au développement indienne est consacrée à la formation, le renforcement des capacités, et d'autres investissements « soft » dans les pays bénéficiaires. L'Inde prend également en charge un certain nombre de projets capitaux grâce à une assistance financière et technique. L'aide au développement indienne vise essentiellement à renforcer les relations commerciales entre l'Inde et les pays africains en offrant des subventions à l'exportation aux sociétés indiennes qui font affaire avec les pays africains et des lignes de crédit liées aux gouvernements africains et les entités régionales. Par exemple, le programme *Techno Economic Approach for Africa India Movement* (TEAM-9) offre à huit pays ouest-africains des lignes de crédit d'une valeur de 500 millions USD. L'Inde offre bilatéralement des allègements de la dette de certains des pays les plus pauvres et de l'aide humanitaire dans plusieurs pays africains⁹⁹.

⁹⁹ *Ibid.*, p.596.

Malgré son nouveau statut, il n'y a aucun organisme indien qui calcule et gère centralement les montants distribués annuellement en aide au développement. En 2006, ces montants ont atteint un peu plus de 350 millions USD¹⁰⁰. D'après les différentes sources d'information financières indiennes, ces estimations se situent entre 500 millions et un milliard et demi USD pour l'année 2009¹⁰¹. L'Afrique est le deuxième destinataire en importance d'aide au développement après les voisins immédiats de l'Inde (Sri Lanka, Bhoutan, Népal)¹⁰². Près de 60 % de l'aide indienne est destinée vers l'assistance technique. Cette orientation reflète la stratégie indienne de cibler son aide sur le développement des ressources humaines en Afrique¹⁰³. L'Inde est devenue le premier pays asiatique à rejoindre les rangs de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (FRCA) en s'engageant avec un don d'un million USD afin de soutenir des projets de développement durable et d'élimination de la pauvreté¹⁰⁴.

Comparativement aux pays occidentaux et la Chine, l'Inde financent directement les projets plutôt que d'octroyer une subvention aux gouvernements en place. Cette méthode d'aide non transférable est moins susceptible de subir l'influence des gouvernements moins démocratiques et ouverts, et à la conditionnalité fréquemment exigée par les grandes organisations économiques internationales¹⁰⁵. Cependant, contrairement à l'aide chinoise, l'aide indienne n'offre pas aux régimes africains moins

¹⁰⁰ Parag Khanna et Raja Mohan C. « Getting India Right. », *Policy Review* 135 (2006), p.43-61.

¹⁰¹ Institut allemand pour le développement, *Papier préparatoire* no 3/2009, p.4.

¹⁰² Taylor, *International Affairs*, p.786.

¹⁰³ Subhash Agrawal, *Emerging Donors in International Development Assistance: the India case* (Ottawa: International Development Research Centre, Partnership and Business Development Division, 2007), p.7.

¹⁰⁴ Taylor, *International Affairs*, p.786.

¹⁰⁵ Agrawal, *Emerging Donors in International Development Assistance*, p.7.

démocratiques et ouverts l'opportunité d'éviter des réformes sur la gouvernance. En effet, provenant de la plus grande démocratie mondiale, l'aide indienne renforce sans doute la gouvernance et la responsabilisation, lorsqu'il y a un espace politique pour le faire. L'Inde attache une plus grande importance au concept de solidarité avec un pays en voie de développement et de sa poursuite envers la défense de ses intérêts nationaux sans référence à son idéologie au niveau opérationnel. En d'autres mots, la promotion de la démocratie n'est pas encore fortement ancrée dans la politique étrangère indienne, principalement par l'influence immense de la vision Nehruvienne de la souveraineté de l'État. Bien qu'un vent de changement semble souffler à New Delhi, les actions sur le terrain ne sont pas encore rendues à ce niveau¹⁰⁶.

L'aide indienne en Afrique n'est pas une expression d'altruisme. L'Inde, comme les autres pays, utilise activement l'aide au développement pour promouvoir certains objectifs politiques et économiques. Cette aide au développement ne facilite pas seulement l'augmentation de l'activité économique indienne en Afrique, mais elle sert également à promouvoir l'Inde comme une puissance majeure et obtenir une base de soutien dans les institutions internationales. Dans cette visée, la diplomatie indienne désire encourager la croyance que New Delhi est un partisan de longue date des intérêts du Tiers-Monde. Dans ce contexte, les décideurs indiens essaient de vendre l'image de

¹⁰⁶ C. Raja Mohan, « Balancing Interests and Values: India's Struggle with Democracy Promotion », *Washington Quarterly* 30.3 (Summer 2007), p.99-115.

l'Inde comme étant la plus grande, la plus puissante, la plus riche démocratie non occidentale¹⁰⁷.

Les décideurs indiens sont très critiques de projets à court terme qui s'effondrent rapidement faisant suite à la fin du cycle de financement de trois ou cinq ans. Une telle manière de penser est probablement mieux adaptée à la réalité du continent africain plutôt que la simple construction d'infrastructures par la Chine, et ce indépendamment des conditions locales et de la capacité de conserver ces infrastructures. Il est également possible que, selon la perspective africaine, l'engagement indien et chinois en Afrique ne soit pas perçu comme étant purement compétitif, mais complémentaire, avec Pékin fournissant rapidement et efficacement les infrastructures, tandis que New Delhi offre des services techniques spécialisés et à un coût bien inférieur que celui qui pourraient être offert par les sociétés occidentales¹⁰⁸.

Actuellement, l'activité indienne en Afrique peut être considérée comme constituant un juste milieu entre l'approche de maximisation du profit et de l'influence étatique de la Chine et les conditions intrusives associées aux politiques occidentales. La douce approche indienne en Afrique est l'unique voie pour le pouvoir tant recherché par New Delhi. Les politiques indiennes envers l'Afrique reflètent une forme stratégique,

¹⁰⁷ Ummu Salma Bava, « India's Role in the Emerging World Order. » *Dialogue on Globalization Briefing Papers* no.4 (New Dehli: Friedrich Ebert Stiftung, 2007), p.2.

¹⁰⁸ Taylor, *International Affairs*, p.793.

mais néanmoins bénigne d'engagement, ce qui implique des coûts plus élevés pour l'Inde et permet une plus grande liberté d'action pour les pays les plus pauvres de l'Afrique¹⁰⁹.

Les représentations du rôle de New Delhi en Afrique par les médias indiens ont fait valoir que la stratégie et les forces de l'Inde sont très différentes de celle de Beijing. La Chine se concentre sur les investissements reliés aux infrastructures, tandis que l'Inde met l'accent sur le développement des ressources humaines. Puisque l'Inde ne peut égaler la Chine en termes de capacités de financement, elle doit s'appuyer sur les autres moyens qui comprennent entre autre un niveau d'engagement plus profond avec l'Afrique. Par exemple l'approfondissement de l'intégration de ses entreprises dans la société africaine et le développement de partenariat plutôt que des engagements superficiels¹¹⁰.

Les relations de l'Inde avec l'Afrique reçoivent beaucoup moins d'attention dans les pays occidentaux que la Chine. Bien que l'Inde considère la Chine comme un concurrent en Afrique, il n'a pas à ce jour les ressources ni l'infrastructure pour soutenir cette concurrence directement. L'Inde affirme que l'engagement de son « soft power » en Afrique est différent de celui de la Chine.¹¹¹

Cette section a présenté une analyse de l'impact de l'émergence de l'Inde à titre de donateur et plus particulière, des mesures prises et de l'effet obtenu en Afrique par le biais de son aide au développement. Bien qu'il n'y ait pas de doute que l'Inde aille des

¹⁰⁹ Amrita Narlikar, « India's rise to power: where does East Africa fit in? », *Review of African Political Economy* 37.126 (2010), p.460.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.462.

¹¹¹ Vines, *India's Africa engagement*, p.2.

affinités avec d'autres pays en développement, ses aventures dans l'aide au développement semblent être essentiellement motivées par l'atteinte de ses intérêts commerciaux et stratégiques. Ses activités régionales d'aide au développement semblent incitées par sa quête de l'intégration économique sûre, la stabilité politique au niveau régional, et l'influence croissante au niveau mondial. Ses programmes d'aide au développement sont structurés en conséquence. Ses grandes entreprises mondiales qui s'appuient sur une histoire commune, sont souvent formulées en coulisse, en fonction des intérêts stratégiques et commerciaux actuels. Malgré le fait que son aide au développement est strictement définie comme étant non liée, l'aide de l'Inde est généralement liée à l'achat de biens et services indiens dans des secteurs tels que les produits pharmaceutiques, les technologies de l'information et les automobiles. Si l'Inde veut devenir un acteur plus influent régionalement (voire mondialement), son effort d'aide au développement devrait lui permettre d'obtenir plus de ressources, une plus grande visibilité et une structure plus cohérente. Le gouvernement indien envisageait en 2007, la création d'un nouvel organisme d'aide, appelé l'Agence internationale de coopération pour le développement en Inde¹¹². Faute de volonté ou simplement victime d'une guerre intestine, cette initiative a été abandonnée en 2010¹¹³.

La politique étrangère indienne envers l'Afrique a su évoluer au cours des années. Initialement mettant l'accent sur le soutien pour la lutte contre la colonisation et la discrimination raciale en Afrique du Sud et par la suite en sélectionnant « ses amis »,

¹¹² Agrawal, *Emerging Donors in International Development Assistance*, p.15.

¹¹³ The Development News Wire, « Proposal for India's New Central Aid Agency Scrapped », consulté le 8 avril 2013, https://www.devex.com/en/blogs/49/blogs_entries/67765.

l'Inde a rapidement compris que dans un environnement global où les économies sont interreliées, elle avait tous les avantages à faire la promotion de la coopération économique. En utilisant divers programmes d'aide au développement, l'Inde a su reconquérir l'Afrique en vue d'assurer sa croissance économique et obtenir le soutien nécessaire pour l'atteinte de son ambition politique de puissance globale. Dans sa dernière allocution devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, le représentant adjoint permanent de l'Inde à l'ONU militait toujours pour une réforme majeure du CSNU. Il disait : « L'ambassadeur Raymond Wolfe a exprimé clairement la position du groupe L69¹¹⁴ sur la question du droit de veto. Permettez-moi de réitérer que nous soutenons les aspirations africaines pour un siège permanent avec droit de veto. » Il ajoutait :

L'Inde est d'avis que la réforme et l'élargissement du Conseil de sécurité sont indispensables si l'on veut tenir compte de la réalité contemporaine. Un tel résultat permettra d'améliorer la crédibilité du Conseil et de l'efficacité dans le traitement des problèmes mondiaux. La réforme rapide du Conseil de sécurité doit être poursuivie avec une vigueur renouvelée et d'urgence en vigueur¹¹⁵.

Comme ses intérêts envers l'Afrique sont presque exclusivement de nature économique, et que l'Afrique a une influence relativement importante sur la politique étrangère et économique de l'Inde, le prochain chapitre discutera des opportunités d'affaires en Afrique pour les sociétés d'État et les entreprises privées indiennes qui profitent des mesures mises en place par le gouvernement indien.

¹¹⁴ Le groupe appelé L69 est un groupe de pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique. Ils forment un bloc important qui est uni par la cause commune de la réalisation de la réforme globale et durable du CSNU.

¹¹⁵ Manjeev Singh Puri (Discours, Assemblée générale des Nations-Unies, New-York, États-Unis, 15 novembre 2012).

CHAPITRE 3 - OPPORTUNITÉS D’AFFAIRES EN AFRIQUE

« Our trade with Africa has been increasing in quantity and widening in variety. [...] Indian companies have been investing in a major way in many African countries and their presence is increasing. Major Indian companies in both public sector as well as private sector are executing infrastructure and other projects which are flagship programmes. Some of these projects are funded by Government of India through credit lines in soft terms. Indian companies in the sectors of telecommunication, IT, railways, transport, agriculture etc. have made a great impact with their presence in many African countries. »

Ministre d’État aux Affaires extérieures, Mme Preneet Kaur ¹¹⁶

Le premier chapitre de ce mémoire a démontré que les intérêts indiens envers l’Afrique étaient essentiellement de nature économique afin de soutenir sa croissance économique. Le second chapitre a traité de l’influence africaine sur la politique étrangère et économique de l’Inde, plus particulièrement des volets économiques de sa politique étrangère. Après avoir discuté des politiques et des programmes mis en place par le gouvernement indien pour favoriser les échanges commerciaux, ce chapitre présentera les opportunités de développement commercial qu’offre l’Afrique au secteur privé et parapublic de l’Inde, les deux moteurs de la croissance économique de l’Inde. La première section discutera du domaine des ressources énergétiques présente en Afrique et des initiatives des organisations parapubliques indiennes en vue d’en sécuriser leur approvisionnement. Finalement, la deuxième section présentera des secteurs de l’économie africaine qui ont bénéficié des investissements d’entreprises indiennes (soutenues par New Delhi) tel le domaine pharmaceutique, médical et financier. Ces

¹¹⁶ Preneet Kaur (discours, 38^e Congrès mondial de Marketing, New Dehli, Inde, 10 février 2011), consulté le 19 avril 2013, <http://www.indiaafricasummit.nic.in/?1205>.

initiatives économiques n'auraient jamais pu avoir lieu sans les mesures économiques mises en place par New Delhi pour soutenir le développement du commerce en Afrique.

La présence et l'exploitation de ressources énergétiques

L'Afrique représente 9,7 % des réserves prouvées de pétrole brut, 7,8 % des réserves de gaz naturel et environ 5,6 % des réserves prouvées de charbon¹¹⁷. L'Afrique est le foyer de plusieurs États producteurs de pétrole¹¹⁸, de gaz naturel¹¹⁹ et de charbon¹²⁰. Les analystes indiens ont conclu que la découverte de nombreuses et vastes sources d'énergie en Afrique a significativement relevé l'importance stratégique de ce continent¹²¹. Cette section traitera de la complémentarité de l'offre africaine et de la demande indienne. Elle présentera également une série d'initiatives fructueuses et d'autres moins, faites par les sociétés d'État indiennes en Afrique et certains des risques associés à l'exploitation de ces ressources, surtout dans les pays moins stables.

La politique d'acquisition d'actifs à l'étranger a été lancée dans les années 1990, avec pour objectif de minimiser les importations de pétrole de l'Inde qui étaient en plein essor. Le rapport du groupe de travail sur *India Hydrocarbon Vision 2025*, un groupe interministériel mis en place par le premier ministre afin de mettre l'accent sur la sécurité

¹¹⁷ Ramachandran, *Asia Times Online*.

¹¹⁸ Les pays producteurs de pétrole comprennent l'Algérie, l'Angola, le Tchad, le Cameroun, la République du Congo, l'Égypte, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Libye, le Nigeria, le Soudan et la Tunisie.

¹¹⁹ Les pays producteurs de gaz comprennent l'Algérie, l'Égypte, la Libye et le Nigeria.

¹²⁰ La majorité du charbon en Afrique est produite en Afrique du Sud avec un petit pourcentage produit par le Zimbabwe

¹²¹ Ruchita Beri, « Africa's Energy Potential: Prospects for India. », *Strategic Analysis* 29.3 (2005), p.371.

énergétique à long terme, a suggéré que l'Inde devrait investir dans l'achat et le contrôle d'actifs dans le domaine du pétrole et du gaz¹²². La principale société d'État qui œuvre dans le domaine de l'énergie est la *Oil and Natural Gas Corporation Limited* (ONGC) et plus particulièrement, sa filiale étrangère, l'*ONGC Vindesh Limited* (OVL). Les principales compagnies indiennes œuvrant dans le domaine pétrolier sont l'*Indian Oil Corporation Ltd* (IOC), *Oil India Ltd* (OIL) et *GAIL (India) Ltd*.

La plupart des analystes dans le domaine énergétique prédisent que le pétrole demeurera le principal combustible utilisé dans l'ensemble des produits énergétiques mondiaux dans un avenir prévisible¹²³. L'Afrique possède un surplus exportable net de 5,46 millions de barils de pétrole brut par jour. Certains des pays produisent du pétrole depuis longtemps, comme le Nigeria, l'Algérie et l'Angola, d'autres pays, comme le Soudan et la Guinée équatoriale ne font que commencer dans ce domaine. Certains pays comme Sao Tomé-et-Principe, ayant de grandes réserves de pétrole brut prouvées, ont mis en place une zone de développement conjoint avec le Nigeria. D'autres pays, comme le Ghana et l'Ouganda ont découvert du pétrole récemment.

Du point de vue des pays visés par la cession d'actifs dans le domaine du pétrole et du gaz, la pénétration chinoise et indienne a le potentiel de rendre le marché africain plus dynamique et concurrentiel. Les compagnies pétrolières nationales asiatiques sont plus disposées à s'engager dans la construction nécessaire, mais moins rentable, de

¹²² Shebonti R. Dadwal et Uttam K. Sinha, « Equity Oil and India's Energy Security. », *Strategic Analysis* 29.3 (2005), p.521.

¹²³ Gawdat Bahgat, « Africa's oil: potential and implications. », *OPEC Review* 31.2 (June 2007), p. 93.

facilités d'exportations (stockage, port) et d'infrastructures de transport (oléoducs)¹²⁴. Les investissements dans des installations de raffinage sont d'une importance cruciale pour les producteurs africains, dont beaucoup doivent importer des produits pétroliers transformés parce qu'ils n'ont pas les moyens technologiques ni l'infrastructure nationale requise pour transformer leurs propres ressources. Ces investissements sont souvent employés par les pays investisseurs comme levier afin de conclure des accords avec les pays hôtes qui offriront en échange des concessions d'exploration et d'exploitation et des éléments d'actifs¹²⁵. En outre, dans certains pays africains, les gouvernements et les entreprises indiennes et chinoises sont perçus comme moins « impérialistes » que certains de leurs homologues occidentaux¹²⁶.

Certaines initiatives indiennes ont été couronnées de succès, ce fut le cas au Nigeria. L'entrée de l'Inde dans le secteur pétrolier au Nigeria remonte au début de la dernière décennie. Bien que l'Inde commence son aventure au Nigeria en retard par rapport à l'arrivée antérieure des autres nations, l'Inde a réalisé qu'il y avait un certain nombre de facteurs qui allaient jouer en sa faveur. Premièrement, l'Inde entretenait des relations diplomatiques très étroites avec le Nigeria. Deuxièmement, le Nigeria a continué d'être le principal partenaire commercial de l'Inde en Afrique. Troisièmement, un certain nombre de sociétés indiennes du secteur privé avait déjà une forte présence au Nigeria. En outre, la présence de POI dans le pays était un avantage supplémentaire. Enfin, le gouvernement nigérian avait invité à plusieurs reprises les sociétés pétrolières

¹²⁴ John Mitchell, Glada Lahn, et Chatham House, « Oil for Asia. » *Energy, environment and development programme briefing paper 7.1* (2007), p.9.

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.*

nationales de l'Inde à faire des affaires dans le pays. L'intérêt indien dans le secteur pétrolier du Nigeria a trois composantes : contrat à durée déterminée pour l'achat de brut, la participation dans les secteurs d'exploration et d'extraction, et les raffineries. En août 2000, un contrat à long terme a été signé entre IOC et la *Nigerian National Petroleum Company* pour l'importation de pétrole brut. L'Inde importe actuellement environ 400 millions de barils de brut du Nigeria par an, soit environ 10 milliards de dollars en termes monétaires¹²⁷.

Dans d'autres cas, les initiatives indiennes ont simplement échoué pour plusieurs raisons dont la surenchère dans l'acquisition de blocs d'exploitation a eu raison des moyens modestes des sociétés d'État indiennes. Par exemple, l'ONGC a perdu une soumission pour acquérir la participation dans un bloc d'exploitation au large des côtes d'Angola, après que le gouvernement chinois ait offert au gouvernement angolais, un prêt de 2 milliards USD à un faible taux d'intérêt (1,5 %) et l'offre de construire des hôpitaux et des usines de fabrication de produits électroniques en échange d'une concession d'une durée de 17 ans. Le gouvernement indien, au travers d'ExIm, était prêt à soutenir l'ONGC en offrant 200 millions de dollars pour aider à la construction d'un chemin de fer. Cette offre importante ne faisait pas le poids et a été éclipsée par l'offre chinoise¹²⁸. Entretemps, les entreprises indiennes tentent aussi de s'accorder et se synchroniser afin d'accroître leur effet de levier. Par exemple, plusieurs entreprises indiennes mettent en commun leurs moyens financiers pour augmenter leur capacité dans le jeu d'enchères, ce

¹²⁷ Ruchita Beri, *Strategic Analysis* 34.6 (2010), p.905.

¹²⁸ Dadwal et Sinha, *Strategic Analysis*, p.522.

qu'ils ont réussi avec un succès relatif. L'IOC et OIL ont uni leurs forces sans l'ONGC pour gagner un bloc d'exploration en Libye¹²⁹.

Le secteur pétrolier est celui qui pose le plus grand risque pour la population africaine. Cette observation ne s'applique pas uniquement aux entreprises indiennes, mais à l'ensemble du secteur. L'industrie pétrolière a souvent été accusée de passer outre la mauvaise gouvernance afin d'obtenir de lucratifs contrats d'approvisionnement¹³⁰. Par exemple, OVL a acheté pour 750 millions USD, deux blocs d'exploitation de pétrole brut au Soudan, une fois que l'entreprise canadienne Talisman fut forcée de les vendre pour répondre aux pressions des groupes de défense des droits humains¹³¹. En réponse aux mêmes pressions exercées par les puissances occidentales, le président d'ONGC R.S. Sharma a déclaré : « Nous, à l'ONGC, sommes très conscients que nos activités ne causent aucun problème ou ne véhiculent aucunement un soutien à quelconque activité oppressive dans le monde.¹³² » C'est dans ce secteur en Afrique, que les acteurs indiens sont le plus susceptibles de rencontrer les aspects négatifs de l'économie politique¹³³.

En 2005, Mittal Steel et ONGC ont annoncé un investissement de 6 milliards de dollars pour construction d'une ligne de chemin de fer au Nigeria, une raffinerie, une centrale électrique au travers d'une coentreprise, ONGC-Mittal Energy Ltd (OMEL).

¹²⁹ *Ibid.*, p.526-527.

¹³⁰ Sharma et Mahajan, *South African Journal of International Affairs*, p.46-47.

¹³¹ Luke Patey, « Fragile fortunes : India's oil venture into war-torn Sudan. », extrait de *India in Africa : Changing Geographies of Power*, sous la direction de Emma Mawdsley et Gerard McCann (Oxford: Pambazuka Press, 2011), p.156.

¹³² R.S. Sharma cité dans « US fund exits ONGC », extrait du *Times of India*, 6 janvier 2010, consulté le 12 avril 2013, <http://timesofindia.indiatimes.com/business/india-business/US-fund-exits-ONGC/articleshow/5414675.cms?>

¹³³ Sharma et Mahajan, *South African Journal of International Affairs*, p.49.

Dans le cadre de cette entente entre ONGC et le gouvernement nigérian, OMEL a construit l'infrastructure, tandis que le Nigeria lui a donné des droits sur des blocs pétroliers. L'OMEL a investi plus de 2000 millions USD au Nigeria pour la construction de voies ferrées, un investissement apprécié dans un pays où les infrastructures publiques tombent en ruine. Bien entendu, ces investissements tactiques sont faits sans aucun doute avec un regard sur les bénéfices potentiels¹³⁴.

Néanmoins, les considérations éthiques et politiques jouent un rôle dans la présence des corporations indiennes dans le secteur pétrolier africain. Les efforts indiens déployés afin d'obtenir l'accès aux ressources pétrolières africains semblent démontrer moins d'insouciance que ceux déployés par les Chinois. Par exemple, en 2006, l'ONGC a offert plus de deux milliards USD pour le développement d'un gisement extracôtier au Nigeria. Le bloc d'exploration du champ pétrolifère Akpo appartenait à la *South Atlantic Petroleum Ltd*, une société contrôlée par l'ancien ministre de la défense nigériane, le général Theophilus Danjuma, accusé de nombreuses fois de corruption¹³⁵. Le gouvernement indien est intervenu pour bloquer l'achat en prétextant des raisons de viabilité commerciale¹³⁶. Rapidement, la CNOOC a acheté près de 45 % de ce même gisement. Ce qui est intéressant est que le gouvernement indien trouvait le projet

¹³⁴ Ramachandran, *Asia Times Online*.

¹³⁵ Sushant K. Singh, « India and West Africa: a burgeoning relationship. », *Chatham House Africa Programme, Briefing Paper* (2007), p.8-9.

¹³⁶ Sharma et Mahajan, *South African Journal of International Affairs*, p.47 et Al Jazeera. « China seals \$2.3bn Nigeria oil deal », consulté le 19 avril 2013, <http://www.aljazeera.com/archive/2006/01/200849154216947183.html>.

politiquement dangereux avec de grandes répercussions potentielles tandis que les compagnies pétrolières chinoises ne semblaient pas du tout concerner par celles-ci¹³⁷.

Les activités des sociétés indiennes ne sont probablement pas pires que celles des autres acteurs internationaux en Afrique. En fait, la capacité du gouvernement indien d'influencer, voire limiter les offres effectuées par l'OVL donne sans doute un avantage éthique des activités indiennes sur les activités de compagnies strictement privées (et axées sur le profit) des sociétés occidentales et l'approche dure de la Chine¹³⁸. L'Inde ne ressent pas les réprobations des pays occidentaux pour ses partenariats énergétiques avec le régime corrompu du Soudan comme la Chine peut le ressentir. La principale raison est que l'Inde est encore un petit investisseur, un pays démocratique et est considérée comme étant plus multilatéral dans ses relations étrangères. Dans un avenir rapproché, l'Inde pourrait ressentir les mêmes pressions et faire face au même dilemme que la Chine afin de trouver un équilibre entre le respect de la souveraineté et le respect des droits humains¹³⁹.

Afin de protéger ses intérêts, le gouvernement indien doit tenir à jour ses informations au sujet de ses contrats d'approvisionnement en ressources énergétiques protégeant ainsi ses intérêts stratégiques. New Delhi a donc besoin d'étendre son influence à travers tout le spectre politique dans les pays africains, en particulier afin d'éviter des retards ou des échecs de la politique en matière de prix pour son

¹³⁷ Ian Taylor, « China's oil diplomacy in Africa. », *International Affairs* 82.5 (sept 2006), p.945-946.

¹³⁸ Taylor, *International Affairs*, p.792.

¹³⁹ Patey in *India in Africa*, p.161-162.

approvisionnement souvent provoqués par les changements de gouvernement. Par exemple, au Nigeria, la décision du gouvernement de Yar'Adua de revoir tous les contrats d'approvisionnement passés par l'ancien président, Olusegun Obasanjo, est un bon exemple¹⁴⁰. Bien que la logique derrière cette démarche était d'enrayer la corruption et l'inefficacité dans la compagnie pétrolière d'État du Nigeria, les conséquences de ces retards doivent être pris en compte puisque l'Inde doit sécuriser les ressources énergétiques requises pour soutenir sa croissance économique.

Comme démontré ci-dessus, l'Inde développe activement ses partenariats énergétiques avec l'Afrique au travers de ses entreprises. Que ce soit au travers de ses réussites ou de ses échecs, l'Inde apprend de ses tentatives et essaie de naviguer adroitement sur les domaines plus risqués tels que le respect des droits humains. Malgré tout, New Delhi arrive à soutenir sa croissance économique en sécurisant son approvisionnement en pétrole brut africain. Avec sa politique étrangère africaine et ses différents programmes de promotion active de la coopération économique entre les deux régions, l'Inde peut être satisfaite des résultats obtenus. La prochaine section traitera des secteurs de l'économie africaine qui ont bénéficié des investissements d'entreprises indiennes qui en retour ont élargi leurs marchés afin d'augmenter leurs contributions à la croissance économique de l'Inde.

¹⁴⁰ Sharma et Mahajan, *South African Journal of International Affairs*, p.45.

Opportunités commerciales

Ces dernières années, le commerce entre l'Inde et l'Afrique a progressé rapidement, passant de 11,9 milliards USD par année en 2005/06 à près de 68 milliards USD en 2011/12. Le commerce a cru de près de 500 % au cours des dernières années et il est attendu que la croissance demeurera très élevée dans les années à venir¹⁴¹. La première initiative indienne outre-mer fut l'installation d'une usine de textile, qui dès 1959, fut installée en Éthiopie par le groupe indien Birla¹⁴². Cette section traitera des initiatives d'entreprises privées (soutenues par le gouvernement indien) qui ont permis le développement de marchés et qui ont développé et fait bénéficier certaines économies africaines.

À partir du milieu des années 1990, des organisations comme la Confédération des Industries Indiennes (CII), les Chambres associées de Commerce et d'Industrie (ASSOCHAM), la Fédération des chambres indiennes de commerce et d'industrie (FICCI) et l'Organisation de la Fédération des Exportateurs Indiens (OFEI) avaient déjà identifié l'Afrique comme une zone de développement et commencé à lancer des programmes de promotion pour la coopération économique et commerciale. Ces initiatives comprenaient l'échange d'informations, la tenue de réunions d'affaires et l'organisation d'activités comme le *Made in India*¹⁴³ au travers de l'Afrique. Ces

¹⁴¹ Haté, *South Asia Monitor*, p.1.

¹⁴² Bava, *Dialogue on Globalization Briefing Papers no.4*, p.2.

¹⁴³ Biswajit Choudhury, 'Made in India' label should inspire confidence in Africa : Zimbabwean envoy , 10 avril 2013, consulté le 13 avril 2013, <http://www.newkerala.com/news/story/6033/made-in-india-label-should-inspire-confidence-in-africa-zimbabwean-envoy.html>.

chambres de commerce ont également conclu des ententes commerciales conjointes avec l'Ile Maurice, le Kenya, la Zambie, l'Ouganda, le Zimbabwe, le Nigeria, l'Afrique du Sud et en Éthiopie¹⁴⁴.

En contraste avec les Chinois, qui se concentrent particulièrement sur les ententes gouvernementales bilatérales, les industries d'exploitation de ressources naturelles et le développement d'infrastructure, la présence indienne sur le continent africain est largement dirigée par le secteur privé, de nature commerciale et soutenue par ExIm et la CII. Ce n'est pas pour dire que le gouvernement indien n'est pas actif sur le continent africain, mais il soutient en coulisse les entreprises commerciales indiennes voulant développer de nouvelles opportunités. Il s'agit donc d'une grande différence d'avec le gouvernement chinois qui est fortement impliqué dans le développement des affaires commerciales sur le continent africain. Les activités commerciales indiennes en Afrique se concentrent sur les secteurs des télécommunications, pharmaceutiques et manufacturiers avec une présence accrue dans le domaine énergétique¹⁴⁵. Les principaux produits d'exportation indienne à direction de l'Afrique comprennent de la machinerie, des équipements de transport, du papier et autres produits dérivés, des textiles, du plastique et des produits chimiques et pharmaceutiques¹⁴⁶.

Malgré les difficultés inhérentes à la mesure des investissements directs étrangers (IDE) indiens, il est évident qu'il y a eu une augmentation des investissements indiens en

¹⁴⁴ Beri, *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.221.

¹⁴⁵ Taylor, *International Affairs*, p.780.

¹⁴⁶ Pham, *American Foreign Policy Interests*, p.346.

Afrique ces dernières années, tant au niveau des infrastructures que dans les entreprises. Officiellement, New Delhi a demandé avec instances que les pays africains encouragent les entreprises indiennes à s'établir sur le continent africain. Par exemple, la *Rail India Technical and Economic Services* (RITES) et IRCON International (sociétés d'État en ingénierie indienne) sont maintenant actives dans le domaine du développement des réseaux de transport (route et voie ferrée), louant et remettant en état des locomotives au Soudan et en Tanzanie, fournissant du soutien technique aux commissions de chemins de fer du Kenya et du Mozambique et, en offrant des conseils techniques et de conception de routes en Ouganda et en Éthiopie. IRCON a construit plus de 600 km de voie ferrée au Mozambique, a reçu plus de 31 millions USD du gouvernement éthiopien pour la construction de plus de 120 km de routes et est très actif dans le domaine des chemins de fer en Angola, Nigeria, Soudan et Zambie¹⁴⁷.

Le groupe Tata est un exemple d'initiative du secteur privé ayant très bien réussi. Le groupe a ouvert une usine de café instantané en Ouganda et une usine d'assemblage de voiture en Zambie. Ces deux usines font bénéficier l'économie nationale en ajoutant une plus-value aux produits primaires. Le groupe soutient qu'ils ont su aligner les opportunités d'affaires avec des objectifs de construction de nation. Même s'il ne s'agit que d'une compagnie privée, le groupe Tata voit sa contribution s'aligner dans une stratégie indienne de développement et d'ouverture de marché en Afrique¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Sanusha Naidu, *India's African Relations : Playing Catch up with the Dragon* (Los Angeles: Globalization Research Centre/African Studies Centre, UCLA, 2007), consulté le 6 avril 2013, <http://www.international.ucla.edu/media/files/84.pdf>.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.5

Les compagnies pharmaceutiques restent l'une des principales exportations indiennes vers l'Afrique, représentant environ 11.1 % du total des produits exportés. Elles sont également à l'origine des grands succès de nombreuses entreprises privées indiennes qui se sont aventurés en Afrique. Les compagnies pharmaceutiques indiennes sont les plus grands fournisseurs de médicaments génériques au monde, et les marchés africains sont un choix naturel pour ces entreprises, qui fournissent des médicaments qui sont souvent vendus à un prix très compétitif¹⁴⁹.

La plus grande compagnie pharmaceutique indienne, Ranbaxy Laboratories, a été la première à s'établir en Afrique, et ce dès 1977. Depuis lors, d'autres grands acteurs indiens ont emboîté le pas et certains médicaments importants sont presque entièrement fournis par les multinationales indiennes. C'est le cas de Cipla, la deuxième plus grande compagnie pharmaceutique indienne, qui est maintenant le plus grand fournisseur de médicaments antipaludéens en Afrique. En 2001, Cipla a annoncé qu'il fournirait des médicaments contre le SIDA en Afrique en offrant un rabais considérable, réduisant le prix par patient de plus de 10,000 USD par an à moins de 400 USD. En raison des médicaments indiens bon marché, la proportion des malades du SIDA en traitement est passée de 2 % en 2003 à plus de 37 % en 2009¹⁵⁰.

L'Inde est aujourd'hui reconnue comme étant une destination de tourisme médical, offrant des services de haute qualité et relativement peu coûteux. Cette industrie a une

¹⁴⁹ « Pharmaceuticals: India's Generics Flow Into Africa. », *African Business* 382 (January 2012), p.41.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.42.

valeur d'environ 2 milliards USD et réussit à attirer plus de 150,000 touristes chaque année. Aujourd'hui, de plus en plus de ces centres médicaux investissent en Afrique. Des sociétés indiennes telles que *Apollo Hospitals*, dont les hôpitaux locaux sont connus pour attirer les patients de partout dans le monde, ont prévu une expansion en Afrique dans le but d'acheter des hôpitaux en Tanzanie, au Botswana et au Nigeria. Il existe également un projet de création d'un hôpital de plus de 500 lits à Dar es-Salaam pour desservir les patients d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, ce qui nécessitera un investissement de 70 millions USD. *Apollo Hospitals* a indiqué que quelque 35,000 patients africains ont déjà voyagé en Inde pour se faire soigner dans ses hôpitaux¹⁵¹.

Dans le domaine financier, le rôle de l'Ile Maurice augmente la confusion quant au calcul des IDE. En raison de taux d'imposition bas et un accord avec l'Inde sur l'évitement de la double imposition, l'Ile Maurice attire les investisseurs qui établissent des sociétés fictives (*overseas corporate bodies* ou OCB en Inde) comme un moyen de réduire leurs obligations fiscales en Inde. Pour ces raisons évidentes, l'Ile Maurice est l'investisseur extraterritorial le plus important en Inde. Plus de 49 milliards USD d'IDE y ont transité entre 2000 et 2009, constituant plus de 42 % des IDE à destination de l'Inde¹⁵². Une des raisons expliquant cette relation quasi exclusive est que la diaspora indienne constitue une écrasante majorité, soit près de 70 % de la population totale et ils étaient aussi parmi les premiers colons permanents dans l'île¹⁵³. Une grande partie de ce capital provient de sources non africaines (incluant des compagnies détenues par des

¹⁵¹ *Ibid.*, p.43.

¹⁵² Alex Vines et Bereni Oruitemeka, « Engagement with the African Indian Ocean Rim states. », *South African Journal of International Affairs* 14 (janvier 2007), p.117-118.

¹⁵³ Gupta, *Non-State Actors in International Relations*.

Indiens résidents et non-résidents), qui a été redirigé via Port St-Louis pour une variété de raisons légitimes et illégitimes, plus particulière pour de l'évasion fiscale. L'Ile Maurice a maintenant détrôné Singapore comme place de choix pour les IDE indiens¹⁵⁴.

En 2010/2011, les IDE indiens vers l'Ile Maurice on atteint près de 5 milliards USD, une valeur qui doit être vue dans un contexte de compagnies indiennes désirant profiter du régime fiscal avantageux de l'Ile Maurice. La destination finale de la grande majorité des IDE est l'Afrique, même si ces investissements sont comptés comme étant des IDE provenant de l'Ile Maurice. De cette manière, l'Ile Maurice joue un rôle comparable à celui des IDE en provenance de Hong Kong pour le compte de la Chine¹⁵⁵.

Bien qu'ayant de nombreux aspects positifs, certains domaines de l'économie sont moins reluisants. En 2006, l'organisation Transparence internationale a publié un index de propension des pays à utiliser des pots-de-vin lorsque ses entreprises opèrent à l'étranger. L'Inde est arrivée en tête de liste des pires délinquants. Bien que n'étant pas une méthode approuvée pour faire des affaires, les entreprises indiennes prennent avantage à gagner des contrats dans ce contexte de système néo-patrimonial africain où le pouvoir est sous transmis au travers des conduits informels de réciprocité¹⁵⁶.

¹⁵⁴ Suzanne Gujadhur Bell, « The India-Mauritius Special Relationship. » *Offshore Investment* (2005), p.24-25.

¹⁵⁵ Kellee S. Tsai, « Friends, Family or Foreigners? The Political Economy of Diasporic FDI and Remittances in China and India. », *China Report* 46 (2010), p.393-395.

¹⁵⁶ Mark Sorbara, « India and Africa: It's Old Friends, New Game and Rules. », *The Nation*, 9 février 2007, consulté le 6 avril 2013, <http://allafrica.com/stories/200702081111.html>.

Cette section a illustré de nombreuses initiatives d'entreprises indiennes qui ont permis le développement de leurs marchés tout en faisant bénéficier l'économie africaine. Pour réussir sur le continent africain, l'Inde a besoin d'adopter une attitude confiante et conviviale d'un pays en développement et non pas avec des intentions néo-impérialistes d'un exploitateur¹⁵⁷. Dans ce contexte, il est important que l'Inde investisse dans les services et l'infrastructure qui améliorent la vie quotidienne des gens, contribuant ainsi au développement en Afrique tout en améliorant son influence. L'industrie indienne a fait d'immenses progrès dans divers secteurs de l'économie des pays africains tels que les banques, l'agriculture, l'énergie, les services de santé et les infrastructures. Bien que discret dans la majorité des cas présentés, le gouvernement indien a toujours travaillé en coulisse afin de supporter les initiatives de ses entreprises. ExIm est probablement l'instrument qui a le mieux soutenu les entreprises indiennes en offrant des moyens financiers aux destinataires afin qu'ils puissent commander les biens et services indiens. Les sociétés indiennes ont donc besoin du soutien du gouvernement indien pour faire des affaires en Afrique

Ce chapitre a illustré que le secteur privé a su bénéficier des politiques et des mesures mises en place par le gouvernement indien en Afrique. Puisque les sociétés indiennes ont accès à des moyens beaucoup plus vastes que les gouvernements, au travers du financement privé et des mécanismes de prises de décisions accélérées, les entreprises indiennes ont su développer un partenariat durable avec les États africains, tout en étant dirigées subtilement par la poigne « douce » de New Delhi. Grâce à leur adaptabilité et

¹⁵⁷ Sharma et Mahajan, *South African Journal of International Affairs*, p.45-46.

leur persévérance, les sociétés indiennes ont su contribuer grandement à la croissance économique de l'Inde tant en sécurisant l'exploitation de ressources énergétiques que l'élargissement et le développement de leurs marchés.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, les relations actuelles entre l'Inde et l'Afrique peuvent être comprises comme la poursuite de la coopération politique et économique mutuelle (ainsi que les programmes d'aide) en échange d'une plus grande interaction économique et un soutien politique à la montée en puissance de l'Inde sur la scène mondiale. Ce travail a montré comment les intérêts économiques de l'Inde à stade présent de son développement coïncident avec ce que l'Afrique peut lui offrir comme matières premières, opportunités d'investissement et marchés. Plus particulièrement que les intérêts de l'Inde sont essentiellement de nature économique, soit la sécurité de ses sources d'approvisionnement énergétique et le développement de ses marchés en vue de soutenir la faim énorme de la croissance de son économie.

L'activité croissante de l'Inde en Afrique a le potentiel d'aider les entreprises africaines à devenir plus efficaces en les exposant à la concurrence, les nouvelles avancées technologiques et les nouvelles compétences. La demande indienne pour les exportations africaines est essentielle puisque cette expansion est une opportunité potentiellement cruciale pour les pays africains de dépasser leur dépendance traditionnelle à l'exportation d'un seul produit et s'élever finalement du bas de la chaîne de production internationale, en particulier si les possibilités de commerce avec le nord continuent d'être aussi limitées qu'elles l'ont été historiquement¹⁵⁸. Beaucoup de chefs d'État africains sont optimistes quant à leur chance d'attirer les ressources économiques

¹⁵⁸ Broadman, *Foreign Affairs*, p.105.

indiennes sur leur territoire afin d'éviter une dépendance excessive et exclusive envers la Chine.

La compagnie chinoise typique en Afrique est une grande société d'État, très intégrée verticalement, qui favorise rarement le mélange entre ses employés et la culture locale, fait des affaires principalement avec les autres organes de l'État et, grâce à son accès aux immenses capitaux de la Chine, prend avantage de sa capacité à saper ses rivaux dans la recherche de contrats gouvernementaux¹⁵⁹. En revanche, la firme indienne typique a tendance provenir du secteur privé, varie en taille, pénètre dans les marchés africains par l'acquisition d'entreprises établies, s'engage dans l'intégration verticale (mais beaucoup moins que son homologue chinoise), facilite, voire encourage parfois, l'intégration de la gestion et de ses travailleurs dans le réseau socio-économique africain (par le biais des réseaux ethniques informels ou en participant à des activités politiques locales) et fait des affaires avec des organismes privés et non pas uniquement les organismes gouvernementaux¹⁶⁰.

La politique indienne pour l'Afrique indique à la fois le changement et la continuité après la fin de la Guerre froide. Les peuples d'Afrique ont reconnu le soutien de l'Inde dans le passé et il y a en ce moment beaucoup de bonne volonté envers l'Inde. Les Africains sont attirés vers la nouvelle image de l'Inde, celle du XXI^e siècle comme étant le nouveau centre de technologie et de commerce en Asie. Ce climat est très

¹⁵⁹ Taylor, *International Affairs*, p.796.

¹⁶⁰ Harry G. Broadman, « The backstory of China and India's growing investment and trade with Africa: separating the wheat from the chaff », *Columbia FDI Perspectives* 34 (2011), p.2.

favorable pour l'Inde en Afrique et l'Inde devrait profiter de cette conjoncture pour renforcer ses liens au travers d'un nouveau partenariat. Il est vrai que les acteurs indiens ont largement évité jusqu'à présent les critiques de la part des groupes de défense des droits humains que l'Occident et la Chine ont endurés. Toutefois, le défi majeur dans les relations indo-africaines est le même que le défi fondamental pour le continent: la mauvaise gouvernance et les niveaux élevés de corruption. Si ces questions ne sont pas traitées correctement, toute bonne volonté que l'Inde possède en Afrique sera rapidement dissipée ou l'Inde va simplement devenir juste un autre acteur en Afrique. Il appartient maintenant aux Africains de négocier avec les acteurs indiens pour s'assurer que les bénéfices obtenus soient partagés de manière équitable et que l'intérêt indien dans ce continent, avec celui des autres acteurs, servent de catalyseur pour une véritable revitalisation économique. Il ne dépend plus que du leadership politique de chaque État africain, bien que la société civile indienne (contrairement à celui de la Chine) puisse jouer un rôle décisif.

BIBLIOGRAPHIE

Agence Internationale de l'Énergie. *World Energy Outlook*. Paris : International Energy Agency, 2010.

Agrawal, Subhash. *Emerging Donors in International Development Assistance: the India case*, Ottawa: International Development Research Centre, Partnership and Business Development Division, 2007.

Al Jazeera. « China seals \$2.3bn Nigeria oil deal », consulté le 19 avril 2013, <http://www.aljazeera.com/archive/2006/01/200849154216947183.html>.

Bahgat, Gawdat. « Africa's oil: potential and implications. », *OPEC Review* 31.2 (June 2007), p. 91-104.

Bharat, Alka, et Chandan Chawla. *Urban Governance for Sustainable Development*. 2004. Consulté le 7 avril 2013, <http://www.china-up.com:8080/international/case/case/831.pdf>

Bava, Ummu Salma. « India's Role in the Emerging World Order. » *Dialogue on Globalization Briefing Papers* no.4. New Dehli: Friedrich Ebert Stiftung, 2007.

Bell, Suzanne Gujadhur. « The India-Mauritius Special Relationship. » *Offshore Investment* (2005), p.24-25.

Beri, Ruchita. « India's Africa Policy in the Post-Cold War Era: An Assessment. », *Strategic Analysis* 27.2 (Apr-Jun 2003), p.216-232.

---. « Africa's Energy Potential: Prospects for India. », *Strategic Analysis* 29.3 (2005), p.370-394.

---. « Prospects of India's Energy Quest in Africa: Insights from Sudan and Nigeria. », *Strategic Analysis* 34.6 (2010), p.897-911.

British Petroleum. *Statistical Review of World Energy 2012*. Consulté le 6 avril 2013, <http://www.bp.com/subsection.do?categoryId=9037149&contentId=7068599>.

Broadman, Harry G. « China and India go to Africa: new deals in the developing world. », *Foreign Affairs* 87.2 (2008), p.97-107.

---. « The backstory of China and India's growing investment and trade with Africa: separating the wheat from the chaff », *Columbia FDI Perspectives* 34 (2011).

Choudhury, Biswajit. 'Made in India' label should inspire confidence in Africa : Zimbabwean envoy. 10 avril 2013, consulté le 13 avril 2013, <http://www.newkerala.com/news/story/6033/made-in-india-label-should-inspire-confidence-in-africa-zimbabwean-envoy.html>.

Dadwal, Shebonti R. et Uttam K. Sinha. « Equity Oil and India's Energy Security. », *Strategic Analysis* 29.3 (2005), p.521-529.

Dayal Sharma, Rameshwar, Sandeep Jain et Kewal Singh. « Growth rate of Motor Vehicles in India-Impact of Demographic and Economic Development. », *Journal of Economic and Social Studies* 1.2 (2011), p.137-153.

Dixit, J.N. *Across Borders: Fifty Years of India's Foreign Policy*, New Dehli: Picus Books, 1998.

Dobbs, Richard et Shirish Sankhe. « Comparing urbanization in China and India. », *McKinsley Quarterly* (juillet 2010), consulté le 6 avril 2013, <http://xa.yimg.com/kq/groups/3879497/810973578/name/India+VsChina.pdf>

Dormandy, Xenia. « Is India, or Will It Be, a Responsible Stakeholder? », *Washington Quarterly* 30.3 (Summer 2007), p.117-130.

Dubey, Ajay. *Indo-African Relations in the Post-Nehru Era (1965-1985)*. New Dehli: Kalinga Publications, 1990.

---. « India-Africa State Relations (1972-1997). » *Africa Quarterly* 37 (1997), p.43-58.

---. *Indian Diaspora in Africa: A Comparative Perspective*. New Delhi: MD Publications, 2010.

États-Unis. Energy Information Administration. Country Analysis – India. Consulté le 6 avril 2013, <http://www.eia.gov/countries/country-data.cfm?fips=IN>.

Export-Import Bank of India. « Organization. », consulté le 8 avril 2013, <http://www.eximbankindia.com/organisation.asp>.

Fonds Monétaire International. *World Economic Outlook Database (2012)*, Consulté le 18 avril 2013, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/weodata/index.aspx>.

Ford, Neil. « South Africa: indians connection gathers new momentum.», *African Business* 325 (11/2006), p.70-71.

Ganguly, Sumit et M.Pardesi. « India rising: what would New Delhi do? », *World Policy Journal* 24.1 (2007), p.9-18.

Ghazvinian, John. *Untapped: The scramble for Africa's oil*. Orlando, Florida: Houghton Mifflin Harcourt, 2008.

Gupta, Rajneesh Kumar. *Non-State Actors in International Relations: A Case of Indian Diaspora in Africa*. Consulté le 7 avril 2013, <http://www.iriis.in/pdf/2030452091.pdf>.

Haté, Vibhuti. « India in Africa: Moving beyond Oil. », *South Asia Monitor* 119 (June 2010), p.1-3.

Hurrell, Andrew et Amrita Narlikar. « A New Politics of Confrontation? Brazil and India in Multilateral Trade Negotiations. » *Global Society: Journal Of Interdisciplinary International Relations* 20.4 (2006), p.415-433.

Inde. Bureau de l'Information et de la Presse. *Communiqué de presse du Ministère du Commerce et de l'Industrie*, 17 mars 2012, consulté le 5 avril 2013, <http://pib.nic.in/newsite/erelease.aspx?relid=81130>

---. Conseil indien sur les affaires du monde. *Report of the High Level Committee on the Indian Diaspora*, New Dehli, 2001.

---. Ministère des Affaires extérieures, *Rapport annuel 1992-93*. New Delhi, 1993.

---. Ministère des Affaires extérieures, *Rapport annuel 2012-13*. New Delhi: Division de planification et de la recherche sur les politiques, 2013.

---. Ministère des Affaires extérieures, *India-COMESA relations*. New Dehli, 2011.

---. Ministère des Affaires extérieures, « Haut-Commissariat de l'Inde au Nigeria – Commerce », consulté le 6 avril 2013, <http://www.indianhcabuja.com/Nigeria-Fact-Sheet.htm>

---. Ministère des Affaires Internes. *Provisional Population Totals Paper 2011*. New Dehli: Office of the Registrar General & Census Commissioner, 2011.

---. Ministère du Commerce et de l'Industrie. Indian Export/Import website. Consulté le 8 avril 2013, <http://commerce.nic.in/eidb/Default.asp>.

---. Ministère des Statistiques et Implémentation des Programmes. *Energy Statistics 2013 (Twentieth issue)*. New Dehli: Central Statistics Office, 2013.

---. Ministère des Transports et des Autoroutes. *Road transport year book (2009-10 & 2010-11)*. New Dehli: Transport Research Wing, 2012.

India and the African Liberation Struggle. New Dehli: Indian National Congress, 1976.

Institut allemand pour le développement. « India's development cooperation: opportunities and challenges for international development cooperation », *Papier préparatoire* no 3/2009.

Kaddekar, Laxmi Narayan. *Global Indian Diaspora: An Overview*. Hyderabad, India: Centre for the Study of Indian Diaspora, University of Hyderabad 19, 2008.

Kaur, Preneet. Discours, 38^e Congrès mondial de Marketing, New Dehli, Inde, 10 février 2011. Consulté le 19 avril 2013, <http://www.indiaafricasummit.nic.in/?1205>

Khanna, Parag et Raja Mohan C. « Getting India Right. » *Policy Review* 135 (2006), p.43-61.

- Kragelund, P. « Back to BASICS? The rejuvenation of 'non-traditional donors' development cooperation with Africa. », *Development and Change* 42.2 (2011), p.585-607.
- McCann, Gerard. « Ties that bind or binds that tie? India's African engagements and the political economy of Kenya. », *Review of African Political Economy* 37.126 (2010), p.465-482.
- . « Diaspora, political economy and India's relation with Kenya. » extrait de *India in Africa: Changing Geographies of Power*, sous la direction de Emma Mawdsley et Gerard McCann, Oxford: Pambazuka Press, 2011.
- Malone, Carl. *Does the Elephant Dance? Contemporary Indian Foreign Policy*. New York: Oxford University Press, 2011.
- Mathews, K. « A Multi-faceted Relationship: A Synoptic view. » *Africa Quarterly* 37 (1997), p.1-26.
- Mazrui, Ali A. *Africa's International Relations: The Diplomacy of Dependency and Change*. Boulder, Colorado: Heinemann, 1977.
- Mitchell, John, Glada Lahn. « Oil for Asia. » *Energy, environment and development programme briefing paper* 7.1 (2007).
- Modi, Renu. « Offshore healthcare management: medical tourism between Kenya, Tanzania and India. » extrait de *India in Africa: Changing Geographies of Power*, sous la direction de Emma Mawdsley et Gerard McCann, Oxford: Pambazuka Press, 2011.
- Mohan, C.Raja. « Balancing Interests and Values: India's Struggle with Democracy Promotion. », *Washington Quarterly* 30.3 (Summer 2007), p.99-115.
- Morphet, Sally. « Multilateralism and the Non-Aligned Movement: what is the Global South doing and where is it going? » *Global Governance* 10.4 (2004), p.517-537.
- Mukherjee, Pranab. Discours, India-Africa Hydrocarbon Conference and Exhibition, New Dehli, Inde, 7 novembre 2007.
- Naidu, Sanusha. *India's African Relations: Playing Catch up with the Dragon*, Los Angeles: Globalization Research Centre/African Studies Centre, UCLA, 2007, 13p. Consulté le 6 avril 2013, <http://www.international.ucla.edu/media/files/84.pdf>
- Narlikar, Amrita. « India's rise to power: where does East Africa fit in? », *Review of African Political Economy* 37.126 (2010), p.451-464.
- Nations Unies. Demographic Yearbook 2011. Consulté le 18 avril 2013, <http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2011.htm>.

---. Troop and police contributors archive (1990 - 2012). Consulté le 6 avril 2013, http://www.un.org/en/peacekeeping/resources/statistics/contributors_archive.shtml.

Nehru, Jawaharlal. Discours, Bandung Conference Political Committee, 1955, consulté le 8 avril 2013, <http://www.fordham.edu/halsall/mod/1955nehru-bandung2.html>.

« No scramble for Africa between India & China », extrait du *Times of India*, 24 mai 2011, consulté le 3 mars, http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2011-05-24/india/29577260_1_india-africa-summit-india-and-china-scramble.

Noury, Valerie. « Trade levels grow by 400% in five years. », *African Business* 382 (January 2012), p.35-37.

Patey, Luke. « Fragile fortunes: India's oil venture into war-torn Sudan. », extrait de *India in Africa: Changing Geographies of Power*, sous la direction de Emma Mawdsley et Gerard McCann, Oxford: Pambazuka Press, 2011.

Pham, J. Peter. « India's Expanding Relations With Africa And Their Implications For U.S. Interests. » *American Foreign Policy Interests* 29.5 (2007), p.341-352.

« Pharmaceuticals: India's Generics Flow Into Africa. », *African Business* 382 (January 2012), p.41-44

Price, Garreth. *For the global good: India's developing international role*. London: Chatham House, 2011

Puri, Manjeev Singh. Discours, Assemblée générales des Nations-Unies, New-York, États-Unis, 15 novembre 2012.

Ramamurthi, T. G. « Foundations of India's Africa Policy. » *Africa Quarterly* 37 (1997), p.27-42.

Ramachandran, Sudha. « India Turns Its Energies on Africa. », *Asia Times Online*, 10 novembre 2007, consulté le 6 avril 2013, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/IK10Df01.html

Sahni, V. « India's foreign policy: key drivers. », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (2007), p.21-35.

Sharma, Anand. « India and Africa: Partnership in the 21st Century. », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (2007), p.13-20.

Sharma, Devika et Deepti Mahajan. « Energizing ties: The politics of oil. », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (2007), p.37-52.

Singh, Sushant K. « India and West Africa: a burgeoning relationship. », *Chatham House Africa Programme, Briefing Paper* (2007).

Sorbara, Mark. « India and Africa: It's Old Friends, New Game and Rules. », *The Nation*, 9 février 2007, consulté le 6 avril 2013, <http://allafrica.com/stories/200702081111.html>

Srivastava, Leena et Ritu Mathur. « India's Energy Security. », *Dialogue on Globalization Briefing Papers* no.14. New Dehli: Friedrich Ebert Stiftung, 2007.

Taylor, Ian. « China's oil diplomacy in Africa. », *International Affairs* 82.5 (sept 2006), p.937-959.

---. « 'The South Will Rise Again'? New Alliances and Global Governance: The India–Brazil–South Africa Dialogue Forum. », *Politikon: South African Journal of Political Studies* 36.1 (Apr 2009), p.45-58.

---. *The Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC)*. London: Routledge, 2011.

---. « India's rise in Africa. », *International Affairs* 88.4 (2012), p.779-798.

The Development News Wire. « Proposal for India's New Central Aid Agency Scrapped », consulté le 8 avril 2013, https://www.devex.com/en/blogs/49/blogs_entries/67765.

Tsai, Kellee S. « Friends, Family or Foreigners? The Political Economy of Diasporic FDI and Remittances in China and India. », *China Report* 46 (2010), p.387-429.

« US fund exits ONGC », extrait du *Times of India*, 6 janvier 2010, consulté le 12 avril 2013, <http://timesofindia.indiatimes.com/business/india-business/US-fund-exits-ONGC/articleshow/5414675.cms?>

Verma, Nidhi. « India's country-wise crude oil imports since 2001/02 », Reuters, 6 août 2012, consulté le 6 avril 2013, <http://in.reuters.com/article/2012/08/06/india-crude-import-idINL4E8IU4HI20120806>.

Vines, Alex, *India's Africa engagement: prospects for the 2011 India-Africa Forum*. London: Programme Paper, Chatham House, 2010.

Vines, Alex et Bereni Oruitemeka. « Engagement with the African Indian Ocean Rim states. », *South African Journal of International Affairs* 14.2 (winter/spring 2007), p.111-123.

Wilson, Dominic et Roopa Purushothaman. « Dreaming with BRICs: The path to 2050. », *Goldman Sachs Global Economics Paper* 99, 1 October 2003.

Zhu, Zhiqun. « Two diasporas: Overseas Chinese and non-resident Indians in their homelands' political economy. », *Journal of Chinese Political Science* 12.3 (2007), p.281-296.